

LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. 516 de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

Bas les pattes devant la Chine populaire!

Négociation directe avec Ho-Chi-Minh!

Une lettre du P.C.I. à toutes les organisations ouvrières

Camarades,

Les déclarations de M. John Foster Dulles devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des USA, le 5 avril, constituent une menace directe d'intervention des États-Unis dans la guerre d'Indochine, et d'extension de cette guerre à la Chine.

M. J. Foster Dulles a déclaré : « La participation chinoise aux combats de Dien-Bien-Phu ressemble terriblement à une intervention directe. Cette déclaration tenant après celles qu'il a déjà faites le 3 septembre 1953, le 29 décembre 1953, et le 29 mars 1954, ne laisse aucun doute sur la volonté du gouvernement des États-Unis d'intervenir directement en Indochine et d'étendre cette guerre à la Chine, pour peu qu'il en ait les mains libres.

En effet, le 3 septembre 53, Foster Dulles disait :

« La Chine communiste a entraîné, équipé, ravitaillé les forces communistes en Indochine... Le régime communiste chinois devra comprendre qu'une seconde agression ne pourrait avoir lieu sans entraîner de graves conséquences qui pourraient ne pas se confiner à l'Indochine. »

Le 29 décembre 53 :

« Si la Chine communiste intervenait directement en Indochine, la

réaction des USA ne serait pas nécessairement restreinte aux zones choisies par l'agresseur. »

Le 29 mars 54 :

« Dans les conditions actuelles, l'extension au Sud-Est asiatique par quelque moyen que ce soit du système politique de la Russie communiste et de son allié chinois présenterait un grave danger pour toute la communauté libre. Les USA estiment que la possibilité d'une telle extension ne doit pas être acceptée facilement mais qu'il convient de lui faire face au moyen d'une action unifiée. Cela peut comporter des risques graves. »

Quant aux nouvelles menaces de M. Dulles, elles prétendent s'appuyer sur des preuves de l'intervention chinoise au Viet-Nam. Or, à peine ces preuves étaient-elles confirmées servaient par le gouvernement français que le commandement français au Viet-Nam les démentait catégoriquement, mettant à nu la machination américaine.

Il n'a pas fallu longtemps après la signature de l'armistice en Corée pour que le gouvernement des États-Unis cherche une nouvelle occasion et de nouveaux prétextes afin de déclencher la guerre en Asie, particulièrement contre la Chine. Un fait éclaire tout particulièrement ses intentions : en dépit des protestations soulevées dans le monde entier par

l'éclatement de la deuxième bombe H dans le Pacifique, le gouvernement des USA n'a pas hésité à en faire exploser une troisième, dans le but évident de faire étalage de sa force à la veille des dernières déclarations menaçantes de John Foster Dulles.

L'intervention des USA dans la guerre d'Indochine, contre un peuple aspirant unanimement à son indépendance, est déjà par elle-même inadmissible. Elle le devient encore plus lorsqu'il s'agit de la première pas vers une guerre générale en Asie, qui pourrait se transformer en troisième guerre mondiale.

À différentes reprises vous vous êtes prononcés, aussi bien pour la reconnaissance du gouvernement de la Chine populaire, que pour la fin de la guerre au Viet-Nam par la négociation.

Pour le B.P. du P.C.I., Gérard BLOCH (Suite page 3.)

« Ne mourez pas pour rien ! »

orient à leurs camarades des légionnaires de Dien-Bien-Phu

Le correspondant du Monde, Guillaumin, dans un article échappant à la censure, a souligné la gravité des pertes subies par le corps expéditionnaire sur les divers fronts de la guerre du Viet-Nam. Et tous les commentateurs s'accordent à reconnaître qu'avant l'assaut de Dien-Bien-Phu les combattants de l'indépendance vietnamienne sont entrés dans une étape nouvelle de leur lutte : celle de l'assaut frontal par l'annéantissement des troupes étrangères qui martyrisent leur pays depuis tant d'années. Et leur nouvelle tactique a recueilli ces dernières semaines des succès foudroyants que l'ensemble de la presse tentée de dissimuler ou de minimiser.

Les unités de l'état-major populaire viet-namien donnent des chiffres sur les pertes en tués du corps expéditionnaire : 2.800 hommes en 2 mois sur le front de débarquement de Tuykhoa ; 5.500 dans le secteur Sud-Est Viet-Nam ; 600 dans le secteur de Pleiku le 22 mars ; 250 hommes en une nuit d'une dernière, à Nghialo dans le Delta.

Quant aux pertes de Dien-Bien-Phu, elles sont incalculables. L'état-major français déclare cyniquement qu'il n'y a dans la forteresse assiégée, après tout, que 3 % de ses forces. Autrement dit, il met une croix sur les hommes de Dien-Bien-Phu, déjà cités « à l'ordre de la nation » à titre, en quelque sorte, posthume. Ce qui ne l'empêche pas de parachuter deux nouveaux bataillons de renfort, déclinés avant d'arriver au sol ! Le chiffre même est faux : le corps



expéditionnaire a, à Dien-Bien-Phu, environ un tiers de sa force mobile d'intervention. Privé de ces troupes, il est incapable de faire face à l'offensive des forces populaires du Delta, dont les 9/10 des territoires sont d'ores et déjà libérés.

Le seul secours de l'impérialisme français aux abois est « l'aide » américaine, dont l'objectif est l'intervention contre toutes les forces révolutionnaires de Sud-Est asiatique, et dont la technique est l'arrosage au Napalm. Pour quelques unités le gouvernement français se fait délibérément complice de ce plan criminel. Mais les avions eux-mêmes sont impuissants devant l'esprit de sacrifice et la capacité militaire de la Résistance viet-namienne. Ces derniers jours, encore 42 avions français ont

André DERRIEN. (Suite page 3.)

au Pacte atlantique

PAR sa note du 31 mars, le gouvernement de Moscou a demandé aux puissances occidentales d'éviter l'annexion de l'Union Soviétique au Pacte Atlantique ! LA VÉRITÉ dans son dernier numéro, fidèle à sa politique de toujours, rappelle qu'il ne peut y avoir de lutte sérieuse contre la Communauté Européenne de Défense sans lutte contre le Pacte Atlantique, qui en avait jeté les bases, et notait que le Parti Communiste Français était en passe d'abandonner la revendication essentielle d'abrogation du Pacte Atlantique. Après la note de Molotov, c'est chose faite.

Poisson d'avril, a dit la presse occidentale. Poisson d'avril, en effet, puisque l'URSS n'a pas la moindre chance d'être intégrée à un dispositif militaire qui a été mis sur pied pour préparer l'agression contre elle. Justement, disent les maîtres, c'est là qu'est la finesse : par leur refus les Occidentaux vont fournir la preuve du caractère agressif de leurs alliances et mieux mettre en lumière la volonté pacifique de l'Union Soviétique. Malheureusement, les « preuves » de ses dispositions agressives, l'impérialisme américain en fournit toutes, en Indochine et aux quatre coins du monde, sans avoir besoin d'être sollicité. Lorsque les bombes H diffusent leurs nuages radioactifs à des milliers de kilomètres de la ronde, l'heure n'est plus aux démonstrations, mais à l'action internationale contre la guerre.

Intéressant les travailleurs de tous les pays est : le revirement de la diplomatie soviétique sur le Pacte Atlantique renforcé-t-il qu'il stabilise notre lutte contre la guerre ? Dans sa déclaration du 4 mars, Molotov définissait le Pacte Atlantique par une comparaison : une question son avec le Pacte Antikommuniste. Et il ajoutait : « Le gouvernement soviétique n'a jamais caché sa position négative à l'égard du pacte atlantique qui exerce les aspirations du bloc anglo-américain à la domination mondiale ». La « Pravda » du 26 mars, de son côté, remarquait justement que la CED n'apportait au fond des engagements (militaires) nouveaux que dans la mesure où ils s'écartent aux éléments militaires et renouveau d'affirmation occidentale. Avec la note du 31 mars, changement de tableau. Le gouvernement soviétique rappelle son opposition au Pacte et le commente ainsi : « Le gouvernement soviétique fonde son attitude sur le fait que le traité de l'Atlantique-Nord crée un groupement fermé d'États, qu'il stabilise la nécessité d'empêcher une nouvelle agression allemande... ». Par cette transposition insensée des faits ainsi que de toute la propagande passée de l'URSS et des Partis Communistes contre le Pacte Atlantique, à quel aboutissement ? À donner des conseils aux brigades d'inspiration sur leurs propres intérêts : à semer la confusion chez les travailleurs français et européens.

Car les travailleurs français sentent très clairement quelle menace directe le Pacte Atlantique fait peser sur eux. La menace d'une « agression allemande » ? Non, mais la menace d'une intervention contre-révolutionnaire sanglante déclenchée par les hommes de Fontainebleau, à partir du réseau de bases installées par eux sur tout le sol européen : — soit contre l'Union Soviétique et les démocraties populaires (ce n'est pas inscrit dans le Pacte mais c'est le secret de Polichinelle) ; — soit contre le mouvement ouvrier européen. Et ceci est inscrit dans le Pacte ! Inscrit aussi le nom de « maintien de l'ordre », de « défense des idéaux démocratiques » et autres formules polles servant à déverser la formation de cette pensée contre-révolutionnaire par excellence qu'est l'armée du Pacte Atlantique.

R. GARRIVE. (Suite page 3.)

DUCLOS, A. ARCEUIL : « Nous déclarons nettement et avec force que nous sommes prêts à soutenir un programme qui n'est ni notre programme final, ni notre programme immédiat... »



DUCLOS : « PUSSEZ-PAS ! JE SUIS EN DISCUSSION AVEC DE BONS FRANÇAIS... »

GREVES TOURNANTES ? NON ! ACTION D'ENSEMBLE

Le caractère paternaliste et de collaboration des chasses de la CFTO vient de s'expliquer clairement. Les dirigeants de la CFTO estiment que le SMIG à 25.166 francs par mois pour 40 heures de travail par semaine, avec la suppression des abattements de zones est démocratique. Car, disent-ils, si effectivement ce salaire est nécessaire au travailleur en bas de l'échelle hiérarchique pour pouvoir vivre, dans la situation actuelle l'économie française est incapable de supporter une semblable augmentation des salaires. Il est vrai que les 25.166 francs pour 40 heures de travail par semaine, avec la suppression des zones de salaires, représentent plus de 2.000 milliards à arracher au patronat et au gouvernement. Il est vrai, également qu'au moment où la concurrence renait d'une manière aiguë sur le marché mondial, les capitalistes

français pourront difficilement combler cette augmentation de salaire par une hausse des prix, comme ils le firent dans le passé. Toute augmentation de salaire importante devra être prise sur les profits, les budgets de guerre, etc. C'est cela que les dirigeants de la CFTO baptisent « fardeau insupportable pour l'économie française », « démagogie ». Peu leur importe que les 25.166 francs ne restituent encore aux travailleurs que 70 ou 75 % de leur pouvoir d'achat de 1953, alors que, selon M. Edgar Faure, la production est à 150 % de celle de cette même année.

POUR ARRACHER LE SMIG.

Mais le fait que le minimum à 25.166 francs pour 40 heures, avec suppression des abattements de zones doivent porter atteinte aux profits

des capitalistes, aux budgets de guerre de tous les gouvernements étendument qu'il ne peut être arraché que par une grande bataille de classe, mobilisant toutes les forces de la classe ouvrière : que dans les moyens à la disposition des travailleurs devront être utilisés pour vaincre. Le gouvernement et les patrons ne lâcheront que par peur de tout perdre. Les travailleurs le sentent bien. Et c'est pourquoi ils veulent, avant de s'engager dans la bataille, être assurés qu'ils pourront cette fois être en mesure de s'engager tous ensemble dans la lutte, sans être freinés dans leur action comme ils le furent en août.

La première condition à remplir est l'Unité d'Action de toutes les forces de la classe ouvrière. Le refus

S. JUST.

(Suite page 7.)



ON BRIME LES PATRONS

La grande amélioration apportée par Laniel au sort des travailleurs, tout le monde sait ça, c'est la loi du 5 février 1954. Parce que la loi en question rend obligatoire et garantit sur facture le « salaire minimum » (garanti).

Garanti par quoi ? Eh bien, voyons, par la loi, qui prévoit des sanctions contre les récalcitrants. Pas de danger que des patrons malhonnêtes, là où il n'y a pas de syndicat, abusent de la situation actuelle du « marché du travail » et entourent au-dessus du tarif des chômeurs, des jeunes, des femmes. Il sera immédiatement passibles (c'est la loi) du 15 février qui vous le dit) des peines prévues à l'article 31 2 du Code du Travail. Br... Vous n'avez peut-être pas de Code du Travail chez vous ? Alors on va vous renseigner. L'article 31 2 prévoit une amende de 600 à 1.800 fr. Ah mais !

TOUJOURS LA PROLETARIANISATION

Les trotskystes sont des sectaires, des doctrinaires, c'est bien connu. Quand on leur dit à Main tendue à Herriot « le répondant », « Fouché », collaboration des classes !

Il y a des petits malins que ça a dû gêner. Alors ils ont eu une idée de génie : on va nommer Herriot « meilleur ouvrier de France », comme ça, Duclos !

Ce qui fut dit fut fait : réception, laus, toast, figuration de canuts lyonnais, tous à pour décerner son nouveau titre au déjà « président d'honneur-académicien... » etc. Apparement en tant que travailleur du marteau aux grandes Forges Doubron...

Ohé, Edouard, tu te syndiques ?

DURA LEX... POUR QUI ?

La justice est la gardienne de nos vertus nationales et de la moralité publique. Deux exemples récents viennent de nous en donner confirmation.

Une mère de famille expulsée et sans legs, ramassée dans la rue, est passée en jugement pour vagabondage. Le tribunal lui a exprimé sa bienveillante sollicitude, s'est excusé d'avoir à appliquer la loi, et lui a collé 15 jours de prison. Il se peut d'ailleurs qu'elle ait dit merci.

Un soldat très engagé volontaire pour la guerre d'Indochine, a assassiné un chauffeur de taxi pour ne pas avoir à le payer. Le tribunal a décerné au tribunal qu'il fallait laisser ce brave garçon sortir libre du tribunal, pour qu'il puisse aller poursuivre la guerre d'Indochine à Civillan... Les juges ont compris et lui ont donné 5 ans avec sursis. Soit des personnes bien informées, notre héros serait sorti du tribunal la tête haute, et aurait déclaré à la presse que les macaqueurs tireurs de pousse-pousse n'avaient qu'à bien se tenir.

Des militants communistes éclatent à LA VÉRITÉ

Avec « L'Affaire du Nord », nous avons ouvert dans notre numéro 328 une nouvelle rubrique: DBS MILITANTS COMMUNISTES ÉCLATENT À LA VÉRITÉ... Nous rappelons que les lettres et articles publiés n'ont pas la ligne de notre Parti. Mais « LA VÉRITÉ » a cependant rédigé à cette rubrique, non seulement contribuer à la discussion fraternelle entre militants communistes et militants trotskystes, mais encore susciter parmi les militants du P.C.F. une utile réflexion sur les problèmes de leur classe, de leur Parti et de leur direction.

Le mort de René Camphin

SAMEDI 6 mars, le camarade René CAMPHIN, 47 ans, du Pas-de-Calais, a été trouvé mort à son domicile à Paris. Vendredi matin 5 mars il avait assisté à Arcueil à la première séance du Comité Central du Parti Communiste. Il en était parti après le repas à 13 heures 30, et n'est pas revenu à la réunion du Comité Central. Rentré chez lui à 8 heures du soir, il a été trouvé mort le lendemain samedi à 3 heures de l'après-midi. Le radiateur à gaz avait son robinet ouvert. L'enquête a conclu à la mort des asphyxie.

Mais avec un ensemble étonnant toute la presse a indiqué que le radiateur une fois allumé avait été éteint sans doute par un courant d'air, ce qui a causé la mort de CAMPHIN.

L'explication ne vaut rien. La nuit du 5 au 6 mars à Paris n'était pas froide, René CAMPHIN (41 ans) était fort, donc il n'a pas allumé le radiateur. L'extinction du radiateur a été attribuée à une fenêtre ouverte qui aurait soufflé la flamme; nul ne croira qu'un allume-gaz ait pu se chauffer en ouvrant une fenêtre ouverte! D'ailleurs toutes les fenêtres étaient fermées, c'est pour cela que René est mort; donc la vérité est autre.

Le communiqué à la presse note: « Les vêtements, le portefeuille contenant de l'argent et les pièces d'identité étaient dans une valise posée sur la cheminée face au lit ». L'orsqu'on vint à Paris, pour 48 heures, on n'a pas idée d'exposer les photos de sa femme et de ses enfants. L'unanimité de la presse prouve qu'un mot d'ordre de silence a été donné. Car tout indique que René CAMPHIN s'est suicidé.

UNE SCÈNE DRAMATIQUE. Qui René CAMPHIN s'est suicidé. Pourquoi? Entré tout jeune dans le mouvement révolutionnaire (les Jeunes Communistes), les dirigeants du Parti étaient pour lui l'atmosphère de la terre. Or voilà que le vendredi matin au Comité Central, il entend Duclos débiter d'abord son éternel discours contre la C.E.D. puis tout à coup dénoncer Lecœur (secrétaire du Parti au même titre que lui-même) comme ayant voulu s'emparer de la direction du Parti. Duclos appelle d'ailleurs Lecœur homme double face. Or pour CAMPHIN comme pour tant d'autres, Lecœur était l'homme de la lutte de classe et en particulier un des organisateurs de la grève des mineurs du Pas de Calais en 1941. Pour CAMPHIN, Lecœur était le secrétaire d'organisation du Parti dans la Résistance dont il évoque toute la grande action clandestine du Parti; et voilà que Duclos ajoute encore (en résumé): « ...Nous attendons l'autorisation des membres du Comité Central, dirigeants de la Fédération du Pas-de-Calais qui ont laissé faire ». CAMPHIN est accusé directement.

Et voilà René qui pense à cette Résistance, à ces journées épouvantables où il sentait la mort rôder autour de lui à chaque minute. Il pense à son père et à sa mère enfermés à la prison de Loos par les hitlériens; il revivait ses deux frères, Paul et Maurice, fusillés par les S.S. La Résistance? Mais elle est trahie dans la boue au nom de la Fédération du Pas de Calais des 12.000 maquisards de la R.5. est arrêté pour assassinat. Et René se rappelle avec amertume que la direc-

tion du Parti Communiste a laissé faire pour leur homme patitiquement et même physiquement la direction du P.C. a laissé les pires ennemis de la Résistance mener campagne contre le Goungouin et contre les F.T.P.; « L'Humanité » a même osé l'insulter quand il a été transféré en cellule de force. Tout naturellement sa pensée va plus loin à son révolté collègue Baudouin, adjoint direct de Charles Tillon, commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans. Il se rappelle le travail ardent de ce révolté camarade, revivait ses enthousiasmes, l'esprit de sacrifice durant des mois et des années entières, les espoirs au lendemain des succès comme aussi les jours terribles où la force le Gestoap avait encore frappé et tué. Et voilà que ce même Tillon qui fut son chef direct dans la bataille de la Résistance, qui avait connu le bague pour la révolte de la Mer Noire est aujourd'hui exilé quelque part, « mis à la base ». René sent tout s'écrouler autour de lui. D'autant plus qu'il pense à un homme qu'il admirait, André Marty, qui pour lui comme pour ses camarades du Pas-de-Calais, était l'homme de la Mer Noire, l'homme de la lutte antifasciste, y compris le combat sur les champs de bataille d'Espagne, le même homme aujourd'hui traité de policier dans « L'Humanité » et qui fut le vie d'abord lors que membre des Jeunes Communistes, il était jeté sur le pavé sans travail, sans pain, mais conservait son enthousiasme et son esprit révolutionnaire; il pense à mal-juin 1940, la bataille, la capitulation, son évacuation d'Allemagne, puis la grève des mineurs de la Loire qui organisa des grèves clandestines en 1942, à la création du premier groupe des Francs-Tireurs dans le Nord et dans le Pas de Calais, l'épave de Charles Debard qui tomba les armes à la main. Alors pourquoi tout cela, où pourquoi?

Il errera dans les rues de Paris, en venant chez lui à 8 heures préparer lui-même son dîner, on lui remet une lettre: « ...Le secrétaire estime que demain matin tu dois être présent à la session du Comité Central. Le bureau politique attend ton intervention et ton attitude sur l'affaire Lecœur » (où est cette lettre, pourquoi n'en parle-t-on pas?). Dès lors dans le cerveau de cet homme si dynamique quelque chose se brise définitivement, il ne veut pas dire que ceux qui ont lutté avec lui, ceux dont il ad-

mirait la combativité sont des ennemis, il ne veut pas se déshonorer lui-même, il ne reviendra pas au Comité Central. Mais alors ce sera contre lui la campagne infâme, tout son passé, son nom, celui, ses frères traînés dans la boue, il sera lui aussi un policier. Alors sans issue pour sauver l'honneur il y avait lui qu'à préparé ses papiers sur la chaise, c'est pour cela qu'il a voulu vivre jusqu'au bout la photo d'une femme et de ses enfants. Lequel tristesse et quelle honte qu'on en soit arrivé là par la mise en jeu de procédés de basse police; il y avait cependant autre chose à faire, c'était de revenir parmi ces ardent prolétariat du Pas-de-Calais qui ne compte plus ses luttes et ses héros, ceux de la Résistance et ceux des terribles batailles des mineurs, de l'immortelle grève de 1906. Il y avait à revenir parmi eux.

Mais le parti ouvrier révolutionnaire ne peut pas être celui d'un Duclos avec ses Servin qui n'est mort que comme secrétaire obéissant du secrétaire général qui a été stérilisé par les besoins (besoins), ceux de Casanova et autres. Le cadavre de René CAMPHIN, du colonel Baudouin de la Résistance dit autre chose, rien n'a jamais été fait, ni le prolétariat révolutionnaire du Pas-de-Calais, ni celui du reste de la France. CAMPHIN était enfant de ce prolétariat, c'est en lui qu'il faut avoir confiance, c'est devant lui qu'il faut poser la question: qui a démolisé CAMPHIN? quels procédés abominables l'ont poussé au suicide? Poser la question c'est condamner ceux qui emploient de tels procédés. Le nom de René CAMPHIN comme celui de ses frères restera toujours honoré par les prolétaires de France. Il sera pour eux un drapeau de combat contre les frères exploitateurs et aussi il transmettra à jamais de père en fils la haine contre les frères qui ont permis à René à disparaître; cette tragique illustration de la nomination d'un Servin au secrétariat stimule l'énergie des travailleurs pour arracher le moule du prolétariat révolutionnaire à ceux qui voudraient le détruire au profit du gouvernement des capitalistes. Nous qui avons vécu et qui vivons avec nous nous y emploierons de toutes nos forces.

Hémin-Lifard, 10 Mars 1954. 5 F.T.P. qui combattent avec René CAMPHIN.

La bourgeoisie française cherche un homme

AUXERRE vient d'être le théâtre d'une opération militaire d'encerclement. Un maréchal vient de lancer une attaque contre la CED. Maréchal sans troupe? Opération de désespoir? Brouard d'honneur? Voir...

L'affaire Juin se situe à un carrefour de la vie de la bourgeoisie française. La date de l'échéance est proche où il faudra capituler sans conditions devant les exigences de l'impérialisme américain, exigences pré-cédant, à l'échelle internationale, les exigences de la bourgeoisie allemande en Europe. Le problème de la CED n'est pas l'exigence particulière de ce dilemme fondamental: la bourgeoisie française passera-t-elle ou ne passera-t-elle pas par les fourches scabreuses des impérialismes les plus forts?

Dès après la fin de la deuxième guerre mondiale, la situation économique et financière de la France ne laissait pas d'indiquer les milieux dirigeants. Des tentatives furent faites pour essayer de rétablir une situation défavorable à la balance commerciale, aux besoins de l'exportation de marchandises, à la concurrence étrangère, aux nécessités impérieuses de relever un appareil de production délabré.

Et ce n'aura pas été le moindre « miracle » du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste de participer à plein à ces essais de dressement de la bourgeoisie au détriment des travailleurs et contre eux.

Mais les injonctions de la politique furent telles, qu'il fallut se passer des services des « camarades-ministres ».

Le gaullisme se créa entre temps, avec l'ambition de faire de la bourgeoisie française une force d'équilibre à l'échelle internationale, et de jouer, à l'intérieur, la carte de l'ordre et de la paix sociale par le dictateur.

Le gaullisme creva, miné par des contradictions insurmontables, et la peur de perdre le pouvoir, le camp bourgeois. Scissions parlementaires du R.P.P. division d'autres groupes, instabilité gouvernementale chronique, divergences aiguës sur les solutions à apporter aux problèmes coloniaux et, tout dernièrement, la CED.

La bourgeoisie cherche un homme, comme elle cherche une politique. De Gaulle est relégué au musée des il-

lusions perdues. La place est vacante pour assurer la relève. L'émotion soulevée par les quelques phrases de Juin d'Auxerre n'est qu'apparency, qui était prévu, précipité, minuit, synchronisé. Juin n'a-t-il pas vu de Gaulle avant son départ d'Auxerre? Le nombre d'intervenants parlementaires n'est-il pas intervenu pour que le maréchal prenne publiquement position contre la CED? N'est-ce pas à deux reprises que Juin refusa, sans formules, de répondre à la convocation de Laniel?

Et le gouvernement sanctionné. Ah! la belle plaisanterie! Au nom des libertés républicaines, le soi-disant gouvernement de la République libre Juin de ses obligations militaires pour mieux lui permettre de jouer son rôle.

Et les échos des paroles d'Auxerre ne sont pas encore éteints qu'il est déjà question d'une candidature du maréchal aux élections législatives. Le point de chute du maréchal a été minutieusement choisi: la lutte contre la CED. Etait-il possible de prendre meilleur argument? En précisant ses idées et ses fonctions pour la défense exclusive des intérêts patriotes, Juin n'apparaît-il pas comme l'homme providentiel possible, avec de l'avenir, rien n'est plus montré au Maroc, du prestige (maréchal), et du savoir (?) (membre de l'Académie).

Que se passe-t-il d'une certaine partie de la bourgeoisie aille dans ce sens, nul ne peut en douter. Mais les risques d'une telle aventure sont aujourd'hui aussi grands, sinon plus, qu'auparavant.

De grandes luttes se préparent, d'une rare violence, et dont l'enjeu sera ni plus ni moins que le rôle que jouera dans une telle perspective, que la bourgeoisie craint et pressent, certains de ses milieux dirigeants tentent de mettre une carte maîtresse en jeu, rien n'est plus sûr. Mais il n'en reste pas moins que l'initiative, est, encore et toujours, dans les mains de la classe ouvrière et que patrons et gouvernement restent sur défensive.

D. RENARD.

« Maréchal, nous voilà! »

ECLAT volontairement provoqué par le maréchal Juin sur sa prise de possession du poste de CED (sous sa forme actuelle) met en lumière plus que bien des discours la véritable nature politique de l'hostilité à la CED montrée par des couches déterminées de la bourgeoisie française et par la clique militaire en particulier.

Le Parti Communiste est logique avec sa politique de regroupement « de tous les Français » que l'on a vu dans « L'Humanité » du 3 avril intitulée sous le titre « Les forces existent, il faut les unir ». Et quelles sont ces forces? En premier lieu, les forces qui ont constitué la moitié de l'article lui est consacré.

C'est pourquoi nous ne pouvons plus laisser à « L'Humanité » le soin de dire que c'est le maréchal Juin, il se trouve que cet ennemi du militarisme allemand est celui qui, libéré sur parole en 1940 par Hitler, fut nommé commandant en Afrique où il demanda d'être placé sous les ordres de Lécœur, mit au point avec Goering la défense franco-allemande de Tunisie, pour... retourner sa vareuse après le débarquement américain en Afrique du Nord... et qui, en 1941, fut nommé chef bien français est un partisan avéré de tous les régimes fascistes; il fut l'un des familiers de Tchi, il prit serment à Pékin et en Chine, il resta tout ces jours hideux, aîné d'ailleurs qu'à France.

Ce patriote manifesta sa seconde veulerie d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain en refusant de signer un traité en reprobant à Washington de contrebalancer le jeu des intérêts coloniaux français au Maroc. Comme résident général au Maroc, il fut le chef de file de la présence française au Maroc; il appui sur le Ghouli et les fœdaux corrompus de l'empire colonial français, pour coloniser dans les villes et les campagnes.

Le dimanche 4 avril, Juin a trouvé des défenseurs dignes de lui. Soit venus se recueillir sur la dalle de l'Arc de Triomphe, en l'honneur des morts français de Dien-Bien-Phu et au nom de la poursuite de la sale guerre « jusqu'à la victoire », tous les journaux, tous les journaux sur tranches de l'Action Française et du RPF, mêlés aux anciens du corps expéditionnaire et à toute une bréchette d'officiers de carrière. Au nombre de deux à trois mille, ils conspérent Laniel et Plevin aux cris de « Démission » « Vive Juin 1 » « Vive l'Armée 1 » « Dien-Bien-Phu 1 ». Cette manifestation, insérée plus tard, en reprobant à Washington de contrebalancer le jeu des intérêts coloniaux français au Maroc. Comme résident général au Maroc, il fut le chef de file de la présence française au Maroc; il appui sur le Ghouli et les fœdaux corrompus de l'empire colonial français, pour coloniser dans les villes et les campagnes.

Le dimanche 4 avril, Juin a trouvé des défenseurs dignes de lui. Soit venus se recueillir sur la dalle de l'Arc de Triomphe, en l'honneur des morts français de Dien-Bien-Phu et au nom de la poursuite de la sale guerre « jusqu'à la victoire », tous les journaux, tous les journaux sur tranches de l'Action Française et du RPF, mêlés aux anciens du corps expéditionnaire et à toute une bréchette d'officiers de carrière. Au nombre de deux à trois mille, ils conspérent Laniel et Plevin aux cris de « Démission » « Vive Juin 1 » « Vive l'Armée 1 » « Dien-Bien-Phu 1 ». Cette manifestation, insérée plus tard, en reprobant à Washington de contrebalancer le jeu des intérêts coloniaux français au Maroc. Comme résident général au Maroc, il fut le chef de file de la présence française au Maroc; il appui sur le Ghouli et les fœdaux corrompus de l'empire colonial français, pour coloniser dans les villes et les campagnes.

Mais le Parti Communiste était là, place de l'Étoile. Il y avait évoqué des vœux de « L'Union Française » et des anciens du Parti Communiste à Paris. Mais le Parti Communiste était là, place de l'Étoile. Il y avait évoqué des vœux de « L'Union Française » et des anciens du Parti Communiste à Paris. Mais le Parti Communiste était là, place de l'Étoile. Il y avait évoqué des vœux de « L'Union Française » et des anciens du Parti Communiste à Paris.

ainsi l'appui prêté à cette manifestation colonialiste-fasciste: « L'opposition à la CED... gagne des couches de plus en plus larges de la population, en particulier les milieux militaires. C'est en effet ce caractère que prit la manifestation en protestation contre le limogement de Juin. C'est cela qui lui donna son sens politique et son caractère de mouvement d'ordre, de caractère fasciste, d'autocratie et à la par certains manifestants ». Pour la première fois depuis longtemps, une manifestation fasciste caractérisée par la levée de tous les péchés et à en faire de « bons Français » à rassembler. Jean FARQUE.

La Commune, première expérience du pouvoir du prolétariat français

La Commune a été la première expérience du prolétariat français pour répondre aux tâches de la prise du pouvoir. De cette expérience, Marx et Engels ont tiré des enseignements d'une immense portée. Lénine les a développés dans les conditions actuelles de l'impérialisme. Aujourd'hui, la direction du P.C.F., rejoignant après plus de 30 ans les positions social-chauvines que dénonçait Lénine défigurent consciemment ces enseignements.

Georges Cogniot, dans le meeting pour le 89^e anniversaire de la Commune, n'hésite pas à dire: « Les marxistes reconnaissent comme légitime le mot d'ordre de défense de la patrie dans une guerre juste, une guerre de résistance à l'oppression telle que l'était la guerre de 1870-71. En particulier, ils ont adopté des objectifs de classe, pour le pouvoir ouvrier. C'était là la meilleure façon d'aider le prolétariat allemand à vaincre les Prussiens. Il faut hypocrisie chantée de J. Duclos pour dire que « les martyrs de la Commune sont morts en criant: « Vive la France »... »

« La guerre de 1870-71 a été en effet la dernière guerre de libération nationale contre un ennemi progressiste jusqu'à la défaite de Napoléon III »; « ... Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépeuplé la France, mais elle ne changea rien à la portée historique de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement de leur pays... »

« Comme la guerre de 1914-18, la guerre de 1870-71 fut une guerre impérialiste; à assimiler la guerre de 1870-71 à ces dernières est tout prologue à dénégation du marxisme, dont nous voyons le but lorsque Cogniot élève la CED en réalité « l'essence revancharde de l'Allemagne ». Pour lui, il y a un « militarisme allemand de toute éternité, et c'est au nom de cette fausseté » idéologique qu'il prétend dresser la classe ouvrière contre la CED. En réalité, une telle et si consciente confusion ne fait que servir les intérêts de la bourgeoisie française au mépris des intérêts de la classe ouvrière. Elle démontre de façon insidieuse une des leçons les plus valables de la Commune concernant la politique du prolétariat pendant la guerre. Refouger les paroles de Lénine, l'ennemi est dans notre propre pays, les Communistes, malgré le poids né-

Marguerite USCLAT - VARESIQ, morte pour le communisme

lisme prolétarien et ne confondit jamais les travailleurs allemands sous l'uniforme, le peuple allemand avec les bourgeois nazis. Son activité lui valut d'être arrêtée avec plusieurs camarades de notre parti à Marseille en juin 1942 par la police de Vichy. Interne d'abord en France elle fut ensuite déportée à Ravensbrück.

La santé de notre camarade terriblement ébranlée par cette épreuve, ne se remit jamais. Ce ne l'empêcha pas de reprendre dès son retour de déportation son activité militante et de se consacrer à son compte tant sur le plan syndical que sur le plan politique. Elle fut plusieurs fois candidate de notre Parti aux élections et malgré les ennemis, sut défendre avec un courage inébranlable le programme révolutionnaire. Tout ce qui est connu Marguerite Varesiq ont apprécié sa loyauté, sa fermeté, la passion qu'elle mettait à la défense de ses idées. Marguerite a payé d'une mort prématurée (elle disparaît à quarante-trois ans) son dévouement à la cause qu'elle avait choisie. Elle laisse un père et une mère très âgés et sans ressources. Elle était leur unique soutien. Attachés au principe de la solidarité envers les nous ouvriers une SOUSCRIPTION dans le montant sera remis aux parents de notre camarade. Tout ce qui est connu Marguerite Varesiq ont apprécié sa loyauté, sa fermeté, la passion qu'elle mettait à la défense de ses idées. Marguerite a payé d'une mort prématurée (elle disparaît à quarante-trois ans) son dévouement à la cause qu'elle avait choisie. Elle laisse un père et une mère très âgés et sans ressources. Elle était leur unique soutien. Attachés au principe de la solidarité envers les nous ouvriers une SOUSCRIPTION dans le montant sera remis aux parents de notre camarade.

EN VENTE A LA S.P.E. « MA VIE » de L. D. TROTSKY Prix du volume: 1.150 francs

LEUCUR: un rouge, nous dit Duclos

La direction du PCF, fidèle à sa méthode de « révélations » savamment dosées, semble encore essayer de la campagne de harcèlement menée du Parti viendra à bout de la résistance de Lecœur. Mais surtout, en prélançant et aggravant ses accusations, elle prépare le terrain pour des sanctions plus graves.

C'est M. Marcel Servin en personne qui inaugure la seconde phase de la campagne de harcèlement par un article dans L'Humanité du 25 mars: une demi-page de maximes et sentences pour ne rien dire. Un élément nouveau toutefois est apporté, une autocritique du BP: « Le Bureau Politique ne vit pas dès le départ, écrit-il, quelle violation des Statuts constituait la création de ces instructeurs politiques et les dangers que cela pouvait créer pour le Parti. La lettre de Lecœur » fut ainsi expédiée sans réaction immédiate du Bureau Politique. C'est à juste titre que celui-ci fit, par le rapport du camarade Jacques Duclos, son autocritique collective lors de la séance du Comité central de Drancy, en octobre dernier.

Comprenez qui pourra, Duclos reprochait à Lecœur d'avoir substitué à Drancy, une autocritique collective à l'autocritique personnelle nécessaire quant à la question des instructeurs politiques. Servin reconnaît que l'autocritique devait effectivement être collective. Il en dévina facilement ce qui s'est passé: les dirigeants du Parti n'ont pu avaler la couleur de la « violation caractérisée des statuts... découverte par le BP avec 18 mois de retard. Servin a donc pris le prétexte de faire machiner derrière. Mais, dès lors, que restait-il de l'acte d'accusation basé sur les immortels statuts, les principes d'organisation de 1903, etc. ? De rien.

C'est bien pourquoi l'équipe Duclos-Servin s'est trouvée obligée, dès le lendemain 26 mars, de replacer le procès Lecœur dans son cadre politique réel; elle y parvint en publiant dans L'Humanité des extraits du rapport fait par Duclos une semaine auparavant devant le Parti, représentants de la région de Lens, réunis à Sallaumines.

LES POINTS SUR LES « L »

Duclos déclare à Sallaumines: « Ne tenant aucun compte de l'importance capitale de la lutte contre le CED, Lecœur, dans son discours de Dechy adressé aux jeunes, place la lutte contre le CED en dehors des accords de Bonn et de Paris à l'arrière-plan, comme si rien n'avait été dit sur cette question au Comité central de Drancy. Ce discours est un effet de ce que nous avions fait remarquer (LA VERITE, n° 331). La seule différence est que Duclos voit dans le discours de Lecœur l'élément principal de l'ennemi de classe » (1), alors que nous y voyions au contraire un signe de la résistance opposée par Lecœur à la « transition » de la bourgeoisie, effectivement voulue et opérée par Duclos.

Et Duclos apporte d'autres précisions. Toutes viennent confirmer qu'Auguste Lecœur, jusque dans l'exercice de ses plus basses fonctions de secrétaire du Parti, n'est resté imbu d'un esprit de lutte de classe:

« Après les fautes commises le 12 février 1952, Lecœur s'employa à déterminer les raisons de ces fautes d'entreprises, mais avec pour objectif de détourner de l'action politique du Parti pour les confiner dans une vague, propagandiste et sociale, ainsi que le 4 mai 1952, au Comité fédéral du Pas-de-Calais, Lecœur expliqua le rôle de la cellule d'entreprise, qui est selon lui, le centre de gravité pour contraindre le socialisme, l'objectif étant d'abattre le capitalisme. Il proposa que la section de Lens organise un journal intitulé Le Drapeau du socialisme » en donnant comme contenu à ce titre la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Abattre le capitalisme, drapeau rouge, la critique révolutionnaire, c'est plus qu'il n'en faut pour faire grincer les dents d'un Duclos.

Dans le même sens il reproche à Lecœur d'avoir écrit dans L'Humanité en 1952 dans Liberté où l'on pouvait lire:

« Les mineurs savent avec leur expérience que Duchamp ne fait aller plus loin, aller de l'avant, aller vers quelque chose qu'ils ne voient pas toujours avec précision. Mais, en tout cas, pour eux, ce qui est clair, c'est qu'il faut en finir avec le régime capitaliste... Ceux qui réclamaient des fusils en 1941 pour chasser les nazis et qui ont participé activement à les chasser, nous ont bien sûr aujourd'hui qui ne savent s'agir de lutter pour revenir simplement aux nationalisations de 1946. C'est pour notre chose nous en sommes. Comme est pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. » La perspective révolutionnaire, l'appel à la tradition FTJ, la critique révolutionnaire de la politique du PCF en 1945-47, autant d'éléments subversifs pour la politique de Duclos (même celle de 1952), renforcés dans ces quelques petites phrases.

Mais Lecœur a fait pire: « Au congrès des mineurs de Montigny-en-Gohelle, en avril 1953, il substitua aux mots d'ordre « Lutte révolutionnaire » le mot d'ordre matériel et ne traduisant pas la politique d'union de notre Parti » LE SOCIALISME AU GOUVERNEMENT SUR UNE FRANCE LIBRE, FORTE ET HEUREUSE ». Au cours de la campagne électorale, ce mot d'ordre fut repris et affiché, mais certaines sections refusèrent de le coller, la considérant comme ne correspondant pas à la politique du Parti. » Duclos, évidemment, ne se souvient ni du fait ni du fait, il est prêt, quant à lui, à soutenir un gouvernement réactionnaire sans lui poser de conditions de programme, donc à plus forte raison sans lui demander une participation ministérielle!

Quant à Lecœur, envisageait-il la participation à un gouvernement bourgeois? Dans ce cas, c'était sans doute dans l'espoir — entièrement utopique d'ailleurs — d'en faire une étape vers la prise du pouvoir du Parti grâce à un quelconque « coup de Prague ». Plus vraisemblablement encore, Auguste Lecœur, comme les mineurs dont parle Liberté « voulait aller plus loin, aller de l'avant, aller vers quelque chose qu'il ne voyait pas toujours avec précision », mais qui en définitive était la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

LA CHASSE AUX ROUGES

Tel est le nouvel acte d'accusation de Duclos contre Lecœur, très différent du premier. Il a le mérite exceptionnel de correspondre dans l'ensemble (passons sur les accusations ignobles glissées de ci de là) à la réalité des faits, au visage politique réel d'Auguste Lecœur tel que le connaissait le centralisateur français et tel que nous l'avions considéré dans LA VERITE au lendemain du Comité Central d'Arcueil. Mais que révèle sur le caractère véritable de Lecœur (maintenant bureaucratique des cadres, Waldeck-Rochet espère briser les résistances politiques renforcées à l'intérieur du Parti: « La bataille contre le CED ne peut être gagnée, grâce à la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière et de l'union de tous les bons Français », dit le Parti entraine la masse de ses membres à la participation et à l'application conséquente de sa

Cette épuración va se mener bon train. Dans L'Humanité du 30 mars, Waldeck-Rochet écrit, à propos de l'affaire Lecœur, sur « l'application des principes de direction collective et un bon choix de cadres ». Par un nouveau manquement bureaucratique des cadres, Waldeck-Rochet espère briser les résistances politiques renforcées à l'intérieur du Parti: « La bataille contre le CED ne peut être gagnée, grâce à la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière et de l'union de tous les bons Français », dit le Parti entraine la masse de ses membres à la participation et à l'application conséquente de sa

Bas les pattes devant la Chine populaire!

(Suite de la première page.)

généralisation directe avec le gouvernement d'Ho-Chi-Minh. Au moment où des milliers d'hommes tombent en Indochine, tant dans l'armée du Viet-Minh que dans les troupes françaises, à Dien-Bien-Phu et ailleurs, où la menace d'intervention des USA en Indochine et d'extension de la guerre à la Chine se précise; alors que le gouvernement français accepte par son silence sur les déclarations de Foster Dulles, par son refus systématique de répondre aux propositions de négociation du gouvernement d'Ho-Chi-Minh, l'éventualité de l'intervention américaine, jamais les responsabilités des organisations ouvrières n'ont été aussi graves.

L'intervention des USA en Indochine et son prolongement — l'extension de la guerre à la Chine — deviendront impossibles dès le moment où en France le prolétariat, qui dans son ensemble se pour l'arrêt immédiat de cette guerre, la reconnaissance du gouvernement Ho-Chi-Minh, le retrait du corps expéditionnaire se sera dressé, aura manifesté sa volonté, et aura su l'imposer au gouvernement.



Combattant du Viet-Minh

Un document optimiste sur la guerre d'Indochine

« Document I/2 - Commissariat à l'Information - N 303/EMP - Vous voudrez dans la rédaction des communiqués quotidiens paraissant dans la presse et à la radio, à ne plus employer désormais les expressions « opérations militaires ». Puisque désormais nous n'avons à faire que des groupes peu nombreux, il serait préférable de réduire beaucoup les communiqués et leurs commentaires, et de les placer résolument définitivement sous le signe d'opérations de paix. »

politique, telle qu'elle a été définie par Drancy et Arcueil.

Car le Parti, c'est un fait reconnu, ne suit pas la ligne de la lutte contre le prolétariat qu'il a effectué pour le compte des Daladier-Soustelle-Juin. C'est bien là ce qui fait le grand souci de Duclos et de Servin: la relance du Mouvement de la Paix effectuée actuellement vise en particulier à aiguiller les militants communistes dans la voie du travail et du regroupement des « bons Français » en les détournant pour cela du travail syndical et de Parti auquel ils s'attachent.

Dans le même sens, on voit Yves Péron, secrétaire de la Fédération de la Dordogne, écrire un long article dans France Nouvelle, sous le titre « Il faut vaincre les incompréhensions de la politique du Parti », Péron dénonce en particulier le fait suivant: « Dans le journal « Horizons Libres », publié sous la responsabilité de militants du Parti, parmi lesquels deux membres du Bureau de notre Fédération, un article intitulé « L'union de la Dordogne récemment exclu du MRP. Il se plaint que les militants dirigeants de fédérations du PCF éprouvent des réticences à s'adapter au programme d'un André Denis, ces réticences sont les mêmes que lorsqu'il s'agit d'un Daladier, ou des gaullistes, ou des anciens vichystes, que le Bureau politique rassemble tous maintenant sous le vocable de bons Français. »

La chasse aux rouges va battre son plein dans le PCF et Lecœur, ennemi public n° 1 du moment, pas de pitié possible de la part de Duclos-Servin. Il faut le briser, pour l'exemple. Pour l'exemple, il faut le faire parler, de le faire « avouer... » Mais, en fait, Auguste Lecœur n'a plus rien à leur dire. S'il doit des éclaircissements et des explications désormais, c'est aux travailleurs et non plus aux bureaucrates.

« Ne mourez pas pour rien! »

(Suite de la première page.)

Ceci est possible! A une seule condition: que toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, toutes les personnalités jouissant de sa confiance, appellent ensemble à la faire. C'est pourquoi notre responsabilité est si grande. De nous peut dépendre le sort de la Chine populaire, l'intervention des USA, l'extension de la guerre à la Chine, ou la fin de la guerre par une paix juste, sur la base du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; c'est-à-dire la reconnaissance du gouvernement d'Ho-Chi-Minh, le retrait du corps expéditionnaire, ainsi que la cessation des menaces d'agression contre la Chine populaire et la reconnaissance de son gouvernement.

C'est ce qui nous amène à nous adresser à vous pour vous proposer: que les délégués des organisations

« Ne mourez pas pour rien! »

(Suite de la première page.)

été abattus à Dien-Bien-Phu, annonce le communiqué vietnamien.

Tels sont les fruits de la « stratégie de la victoire » de la stratégie « offensive » mise au point par le général Navarre avec la bénédiction de Washington il y a quelques mois à peine.

L'APPEL DE DIEN-BIEN-PHU

Cet terrible bilan, les hommes du corps expéditionnaire commencent à en tirer certaines conclusions. Les troupes indigènes en premier lieu; le communisme français reconnaît qu'à Dien-Bien-Phu les éléments thaï ont flanché, et le communisme vietnamien précise que deux compagnies de Viet-namiens enrôlés dans le corps expéditionnaire se sont rendues. Et l'on voit maintenant de nombreux soldats français et légionnaires déserter, ou prisonniers, s'adresser à leurs camarades en leur demandant de mettre un terme à la boucherie.

POUR que LA VERITE paraisse sur 8 pages

La parution du N° 331 de « LA VERITE » sur 8 pages nous a valu de nombreux encouragements à continuer. Aussi tenterons-nous de sortir un numéro sur deux de « LA VERITE » sur 8 pages. En même temps que nous faisons cet effort pour augmenter le nombre de pages, nous élargissons le rayonnement de notre journal par des services à d'anciens abonnés ou à des sympathisants.

Pour que nous puissions continuer cet effort, pour que « LA VERITE » paraisse sur 8 pages régulièrement, il faut que: — tous nos lecteurs s'abonnent, — ceux qui sont déjà abonnés nous communiquent les adresses de camarades susceptibles de s'abonner à « LA VERITE », à qui nous ferons 3 services du journal.

Camarades, AIDEZ « LA VERITE », ABONNEZ-VOUS!

Abonnement: 6 mois: 200 francs.
1 an: 400 francs.
Soutien: 500 francs et plus.
C.C.P. S.P.E.L. 603201 Paris.

Non au Pacte atlantique

(Suite de la première page.)

Les travailleurs savent tout cela. Ils savent aussi que la première conséquence du Pacte Atlantique enduré depuis cinq ans, la raison d'être même du Pacte, a été l'accroissement monstrueux des budgets de guerre, qui a rendu leur sort plus misérable et leur lutte plus difficile. Que font les dirigeants soviétiques et l'instrument de leur exploitation et de leur oppression à un signe, un signe qui ne trompe pas: tous les gens sérieux de la bourgeoisie française, CEDistes ou anti-CEDistes, sont des partisans enthousiastes du Pacte Atlantique, de Pleven-Bidault-Laniel à Daladier-De Gaulle-Juin. Rien d'étonnant à cela: tous ces dirigeants ont en commun une peur panique de la classe ouvrière française et une solidarité fondamentale d'intérêts de classe avec l'impérialisme américain.

Que font les dirigeants soviétiques et à leur suite ceux du PCF? Ils s'embarquent sur la galère des Atlantiques, reconnaissent les mérites du Pacte Atlantique, mais simplement qu'on le double d'un accord de « sécurité collective » (7), consacrent donc tous les dispositions contre-révolutionnaires du Pacte Atlantique, y compris la présence de troupes américaines en Europe.

C'est très clair dans le texte de la no-

te soviétique: l'URSS prend « en considération le fait qu'au cours de la deuxième guerre mondiale les Etats-Unis ont été les alliés de la lutte contre l'agression hitlérienne et qu'ils portent une responsabilité conjointement avec l'Union Soviétique, la France et la Grande-Bretagne en ce qui concerne le régime mondial d'après-guerre en Europe ». Molotov, en termes diplomatiques, bénit ainsi la présence du gendarme américain sur des bords plus du droit que Foster Dulles en Europe que « l'exploit » d'Hitler n'ont ni en Europe aujourd'hui en Asie. Cette ingérence américaine, ils veulent y mettre un terme, non par haine du soldat américain, mais pour priver la bourgeoisie française aux abois des « protecteurs » de son régime de misère. Et ils sentent que la nouvelle ligne Molotov-Duclos, loin dans une telle lutte, tente de les en détourner.

Est-ce pour les beaux yeux de l'impérialisme américain que Molotov en vient ainsi à sanctifier la présence de troupes américaines en Europe? Non. Mais c'est pour les beaux yeux de la bourgeoisie française, à qui il est prêt à faire toutes les concessions, mais pour priver la bourgeoisie française aux abois des « protecteurs » de son régime de misère. Et ils sentent que la nouvelle ligne Molotov-Duclos, loin dans une telle lutte, tente de les en détourner.

Est-ce pour les beaux yeux de l'impérialisme américain que Molotov en vient ainsi à sanctifier la présence de troupes américaines en Europe? Non. Mais c'est pour les beaux yeux de la bourgeoisie française, à qui il est prêt à faire toutes les concessions, mais pour priver la bourgeoisie française aux abois des « protecteurs » de son régime de misère. Et ils sentent que la nouvelle ligne Molotov-Duclos, loin dans une telle lutte, tente de les en détourner.

Ces préoccupations-là ne sont pas celles des travailleurs français. Les travailleurs sont fatigués à leur ennemi, à l'ennemi héréditaire des travailleurs, celui qu'ils ont dans leur propre pays.

De bons camarades français à Daladier-de Gaulle, n'en doutons pas, vont examiner avec « intérêt » les propositions Molotov. Le PCF en tirera avantage pour présenter ce Mexicain à ses militants communistes comme d'autrefois, comme le rempart de l'URSS. Mais la réalité est autre. Nos politiciens bourgeois n'ont pas fait un pas en direction des intérêts des travailleurs en direction de l'Union Soviétique. Malenkov-Molotov, par contre, qui préparent les promesses et les maouvres d'un Daladier à la force révolutionnaire des travailleurs français, remportent l'Union Soviétique, ont fait un grand pas, un nouveau pas qui les place dans le même camp que les exploitateurs et oppresseurs de la classe ouvrière.

Cinq ans après, plus que jamais, malgré Molotov et toutes les joyeuses célébrations, d'anniversaire, NON AU PACTE ATLANTIQUE

ouvrières, partis et syndicats, ainsi que toutes les personnalités démocratiques désireuses de se rallier à une telle campagne, se rencontrent de toute urgence pour déterminer ensemble les moyens d'imposer au gouvernement français une réponse positive aux propositions de négociation faites par le Président Ho-Chi-Minh en vue de la reconnaissance de son gouvernement, et du retrait du corps expéditionnaire.

Ces moyens peuvent aller: d'un appel commun des organisations et des personnalités à la préparation d'un camp unique de meetings, culminant dans un meeting central parisien, jusqu'à des manifestations de masse sur la voie publique.

Naturellement ces propositions ne sont pas des conditions, pas plus qu'elles ne sont exclusives.

Dans l'espoir d'une prompt réponse écrite par la gravité de la situation, et l'influence de nos responsabilités.

véritable et durable, l'indépendance totale qui n'existera que par le retrait du corps expéditionnaire. Et enfin ils se sont bornés à des discours pompeusement satisfaisants dans leurs « eux-mêmes » et de quelques articles pleureurs sur la bataille de Dien-Bien-Phu. On voit même L'Humanité, depuis quelques jours, régler « la bataille de Dien-Bien-Phu en quelques lignes, dans une page intérieure, basées généralement sur les communiqués officiels, alors que l'on voit dans L'Humanité se concentrer l'attention de toute la presse et de toute l'opinion. Quant au Parti Socialiste, face aux événements, il se prend tête et prend note ». L'histoire jugera, autrement dit!

En fait, les partis ouvriers laissent faire, alors qu'ils ont les moyens de faire finir rapidement la guerre au Viet-Nam, d'imposer la reconnaissance du gouvernement d'Ho-Chi-Minh, le retrait du corps expéditionnaire.

Que faudrait-il pour cela?

Si l'impérialisme français, déjà à la fin du conflit, voyait la classe ouvrière française se dresser d'une manière active, par des meetings, des grèves, des manifestations de masse, contre la guerre d'Indochine, il serait incapable de poursuivre la guerre plus longtemps.

Le refus des dockers de charger le matériel de guerre pour l'Indochine, au cours de ces dernières années, tant en France qu'à l'étranger, était insuffisant, parce qu'isolé. Aujourd'hui, toute la classe ouvrière est prête, sur cette question, à agir. La seule chose qui manque, c'est que les dirigeants des partis et syndicats ouvriers s'entendent pour organiser ensemble la campagne pour la fin de la guerre d'Indochine.

S'il ne le font pas en dépit de leurs discours parlementaires, tout autant que l'impérialisme français, ils porteront la responsabilité des nouveaux Dien-Bien-Phu de tout le sang versé de part et d'autre dans la « sale guerre » de l'impérialisme.

ET EN FRANCE ?

Cet avertissement, comme celui que lancent les prisonniers de Dien-Bien-Phu, la classe ouvrière française l'entendra-t-elle? Parfois on ne peut douter de ses sentiments. Elle veut en finir avec la guerre d'Indochine. Elle est pour la reconnaissance du gouvernement d'Ho-Chi-Minh. Elle est pour l'évacuation du corps expéditionnaire et sa dissolution. Mais, jusqu'à présent, rien n'a été fait pour que ces aspirations des travailleurs se traduisent en actes.

Bien sûr, au cours des derniers débats parlementaires, socialistes et communistes sont intervenus. Ils ont dit, ce qui est exact, qu'il fallait négocier avec le Viet-Minh, car seul il est représentatif du peuple vietnamien. Un point c'est tout. Ils n'ont rien dit des conditions d'une paix

De notre correspondant aux U. S. A.

La lutte des trotskystes nord-américains

New-York, le 26 mars 1952.

TANDIS que le groupe publiiste qui, en 1953, réussit à enlever exactement 18 pour cent des membres du Socialist Workers Party (trotskyste), représente le pessimisme face à la classe aux scieries, la frustration avec des éléments prolétaires démolis et discrédités auprès des ouvriers de la construction avec des bureaucrates comme Reuther, défenseur de l'alliance politique avec le Parti Démocrate, parti bourgeois, et — sur un autre plan — la négation du danger fasciste à un moment où même des Républicains conservateurs se montrent alarmés par les succès des fascistes américains ; tandis que les publiistes ne croient pas à la possibilité d'un travail ouvert dans la période actuelle et se bornent surtout à la publication d'une revue qui ne mentionne pas le trotskysme

signatures requises pour une candidature trotskyste.

A Seattle (Côte Pacifique), notre camarade Daniel Roberts obtint 6 000 voix lors de l'élection municipale dans les élections locales au conseil des écoles (10 à 15 pour cent dans les quartiers ouvriers). Tenant compte de la situation générale, ce résultat est certes favorable. Les élections nous fournissent une excellente occasion de répandre notre littérature, de faire connaître notre programme, de parler à la radio et à la télévision.

Mais naturellement, les campagnes électorales ne constituent qu'une partie de la lutte contre le mouvement. L'un ou l'autre de nos dirigeants fait une tournée nationale de propagande, visitant toutes les régions du pays à l'exception de la région de New York. En 1954, c'est le camarade Murray Weiss qui traverse l'immense pays de l'Atlantique au Pacifique, faisant des conférences, et tenant des meetings dans chaque ville où McCarthy en fait de même. La tournée de Weiss est placée sous le signe de la mobilisation contre le fascisme, car la lutte contre le mouvement de McCarthy domine l'action du SWP depuis que le caractère fasciste

de McCarthyisme a été établi par notre organisation, la seule à mener contre le sénateur du Wisconsin une opposition conséquente, basée sur une claire analyse théorique et indépendante des partis bourgeois (les staliniens, eux, pratiquent la politique de l'entente dans le Parti Démocrate). A Detroit, nous avons tenu un meeting contre le démagogue fasciste local, le Père Coughlin. Nos meetings remportent de nombreux succès, attirant de nombreux sympathisants, et amis, ainsi que des travailleurs et des étudiants qui commencent seulement à s'habituer à une résistance plus efficace au fascisme américain. Notre brochure contre le McCarthyisme se vend très bien. Afin de financer notre lutte, notre campagne pour les 14.000 dollars but non pleins est probablement couronnée de succès, comme dans les années précédentes.

Tout cela n'empêche nullement la continuation de nos cours, conférences théoriques et échances de vues. Le SWP est armé théoriquement et organisationnellement. Avec une calme confiance il marche vers l'aventure.

Ralph CARLTON.

U.S.A.

La production d'acier aux Etats-Unis, pour les trois premiers mois de 1952, est en baisse de 23 % par rapport à celle des mois correspondants de 1951. L'industrie d'acier ne peut produire qu'aux 2/3 de sa capacité de production.

POLOGNE

Au cours du congrès du « parti ouvrier unifié » (staliniens) qui a pris fin le 17 mars, Bierut a constaté que de 1950 à 1951, la production industrielle s'est accrue de 118 %, la production agricole a augmenté de 10 %, seulement. Novak, vice-président du conseil, a décrit la situation de l'agriculture du pays comme « catastrophique ». Aussi convient-il d'intensifier la production les paysans individuels, qui constituent encore la grande majorité de la population agricole polonaise. La « lutte de classe » dans la campagne « devra être poursuivie néanmoins, mais la collectivisation forcée devra faire passer à l'entrée volontaire des paysans dans les fermes collectives.

Devant le même congrès, auquel assistait Krouchtchev, premier secrétaire du P.C.U. (Union Soviétique, Krouchtchev, dirigeant de l'Union des Patriotes Yougoslaves », se livra à une violente attaque contre la Yougoslavie titiste ; et Bierut dénonça l'ancien secrétaire et dirigeant du P.C. polonais dans la clandestinité, Gomulka, qui « voulait faire de la Pologne une seconde Yougoslavie ».

ROUMANIE-HONGRIE

L'URSS songe à céder à ces deux nations les parts qu'elle détient dans les sociétés mixtes soviéto-roumaines et soviéto-hongroises. Le prix de cette vente, calculé en roubles, risque d'être d'autant plus avantageux pour Moscou que les monnaies roumaine et hongroise viennent d'être fortement dévaluées par rapport à la monnaie soviétique.

ALLEMAGNE ORIENTALE

Devant le congrès du SED, Matern, rapporteur de la commission de contrôle, a attaqué violemment Zaisser et Hermsdorf, les accusant pour la première fois d'avoir été en liaison avec Béria, Zaisser, ancien chef de la police, a été exclu du parti et emprisonné pour avoir refusé de faire tirer ses hommes sur les ouvriers lors du soulèvement du 17 juin (1) ; Hermsdorf, ancien ministre de la Justice, a subi le même sort, pour avoir fait preuve de « faiblesse » dans la répression.

Dans son rapport, Ulbricht, secrétaire du parti, tout en donnant le coup de chapeau d'usage à « l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs » a justifié la politique de développement rapide de l'industrie lourde aux dépens du niveau de vie des travailleurs, la politique des bas salaires et des normes élevées contre laquelle les ouvriers se sont soulevés les 16 et 17 juin. Il n'a retenu de la « nouvelle orientation » que les concessions « aux capitalistes et à l'Église ». Mikoyan, ministre du commerce de l'URSS, a d'ailleurs rappelé au congrès qu'il fallait « garder le contact avec les masses, en particulier avec les paysans ». Avec les ouvriers, le régime a pris contact le 17 juin — à coups de fusils.

(1) Voir LA VERITE n° 329.

MEXIQUE

Le 16 février dernier un groupe dissident pro-stalinien, qui s'intitule Parti Ouvrier et Paysan Mexicain, calomnie la revue révolutionnaire « Que Hacer » (Que faire), avec les écrits stalinien classiques ; elle est directement financée par Washington et Wall Street dont l'agent direct est comme chacun sait le Socialist Workers Party (trotskyste) américain. Dans cette querelle de famille le Parti Ouvrier Paysan se faisait passer pour dire s'il se rangeait ou non dans le Front Unique avec le PC, et « La Voz de Mexico » traitait gentiment le PC de « bande d'agents provocateurs et trotskystes au service de l'impérialisme yankee ».

DES JOURS DE GRANDES LUTTES APPROCHENT

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION BOLIVIENNE !

Une campagne de solidarité avec la révolution bolivienne, décidée par le Comité Central du Parti Français de la Quatrième Internationale, est en plein développement dans la section française. Nous publions ci-dessous les listes de souscription. Elles nous sont parvenues au moment où nous mettons sous presse.

Un de nos correspondants d'Amérique Latine nous écrit : « Maintenant commence une nouvelle offensive des masses sous la pression de la misère qui est atroce malgré « l'aide » yankee. De nombreux secteurs ont présenté des revendications de hausse des salaires de 100 % et plus ; instituteurs, ouvriers du bâtiment, employés de commerce et de banque, cheministes, ouvriers du Livre. Jusqu'à maintenant les mineurs et les travailleurs des usines n'ont pu encore briser le carcan de la bureaucratie syndicale. Mais des jours de grandes luttes approchent ».

Il vous appartient, lecteurs de LA VERITE, de contribuer, par votre geste de solidarité, à la victoire finale des ouvriers et des paysans boliviens. Verse sans retard votre obole, aux vendeurs de LA VERITE, ou aux militants du PCI, ou par mandat au C.G.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris, en mentionnant « campagne pour la Bolivie ».

SOUSCRIPTION BOLIVIE

- Reiz, 780 frs ; Gaston, 300 ; Leouenne, 530 ; Marica, 4.500 ; Pouchet, 1.000 ; Liste n° 218 (Dumont), 1.750 ; Liste n° 104 (Fontanel), 1.000 ; Liste n° 103 (Sophie) (versement partiel), 1.700 ; Milou, 1.000 ; Maerten, 500 ; Bureau Politique du PCI, 16.100 ; Guth, 500 ; Cellule métro : Liste n° 237, 1.800 ; Liste n° 240 (versement partiel), 1.200 ; Liste n° 239 (idem), 1.000 ; Liste n° 341 (idem), 500 ; Enseignants : Liste n° 199, 2.200 ; Paul Lange, 1.000 ; S. 1.000 ; Employés, 500 ; Clermont, 6.500. Total de cette liste, 37.650 francs.

Le capitalisme yankee tenu en échec à Caracas

LA X^e Conférence interaméricaine qui vient de s'achever devant, dans les plans de Foster Dulles, et sous prétexte de « lutte contre le communisme international et ses agents établis ou renforcés le mouvement de la Maison Blanche sur la vie politique des pays latino-américains, pour le plus grand profit de la Standard Oil ou de l'United Fruit (dont le secrétaire d'Etat Foster Dulles est d'ailleurs l'un des principaux actionnaires). Ce plan semblait d'autant plus certain de réussir que les pays latino-américains, et notamment l'Argentine et le Chili, sont en proie à de grosses difficultés financières et ont rabattu beaucoup de leur lutte démographique « anti-yankee ». Le minuscule Guatemala semblait pour ne pas avoir traqué les éléments du parti communiste et engagé la lutte contre l'United Fruit, maîtresse incontrastée du pays pendant cinquante ans.

Partie gagnée d'avance sur le plan diplomatique, le mouvement pour Wall Street, le diplomate ne s'effrit plus pour décider du sort des peuples. Et le Guatemala est devenu, dans toute l'Amérique Latine, un symbole de lutte contre l'impérialisme US, et plus précisément contre la domination des trusts américains. En outre, le Guatemala revendique le rôle d'avant-garde dans la lutte anti-impérialiste. Depuis des années le Guatemala réalise toutes les tentatives nord-américaines pour le soumettre. C'est un exemple très contagieux et un avertissement aux gouvernements prêts à monnayer leur soumission.

Les Etats-Unis n'ont pu faire condamner le Guatemala, encore moins faire adopter des représailles contre lui. Et les délégués ont réduit la résolution à une vague pétition des principes sans conséquences pratiques. Et ils ont voté une résolution condamnant les possessions européennes en Amérique Latine, visant ainsi directement les impérialismes français, britannique et hollandais. Résolution sans plus de portée que la première, mais qui traduit très clairement que la politique en Amérique Latine ne se fait plus avec des décrets et des dollars.

Mais la révolution bolivienne était un autre objectif important, bien qu'inavoué, de l'offensive américaine. Si le représentant à Caracas de ce régime « anti-impérialiste » Paz Estensoro s'est aligné sans murmures sur la politique américaine, cette solidarité est basée sur une crainte commune du mouvement des ouvriers et paysans de Bolivie. Comme j'ai dit le correspondant du New York Times, Brewer, ce que les Etats-Unis craignent par-dessus tout, c'est « le contrôle d'un gouvernement par les communistes sur le continent américain ». Plus que par les progressistes guatemaltecos, c'est par le trotskysme bolivien que ce danger est aujourd'hui incarné.

Les masses latino-américaines s'ébranlent. Leur pression a en partie déterminé l'attitude de la plupart des délégués à Caracas. C'est leur intervention directe qui se fait en Bolivie, en Guyane britannique, au Guatemala. L'or et les menaces américaines n'ont pas été souverains. Le géant a des pieds de boue.

GL. CARTIER.



McCarthy vu par Laura Gray, du « Militant ».

et s'acharne à ignorer la réalité américaine d'aujourd'hui, le Socialist Workers Party, lui, prouve par son action constante qu'une activité ouverte assez fructueuse est possible en dépit de la chasse aux sorcières et qu'elle est nécessaire si l'on entend réveiller les masses prolétaires et préparer leur contre-offensive politique et économique.

Suite à l'action du SWP, du Comité sans-parti contre la Loi Trucks, et des syndicats CIO et AFL, le Procureur Général de l'Etat de Michigan (région de l'industrie automobile) a été forcé par la Cour de l'Arrondissement de Wayne à renoncer à l'application de la Loi anti-constitutionnelle Trucks contre le SWP, ce qui est le seul exemple de l'Etat de Michigan. Ce résultat encourageant de nos efforts inlassables mobilisant l'opinion publique contre une loi anti-démocratique nous encourage à continuer notre campagne pour l'abolition complète de toute mesure empêchant les prolétaires socialistes de participer aux élections.

La minorité publiiste (qui s'oppose aux activités électorales) avait prétendu que l'abolition de la loi anti-démocratique de Detroit et des autres centres ouvriers de Michigan serait de son côté. Or, les camarades du SWP viennent d'y récolter les 16.000

LA REVOLUTION D'AVRIL 1952

Ce sont les difficultés intérieures de la Junte militaire qui devaient ouvrir la voie à l'irruption des masses sur la scène politique. Un commandant en chef, le général Torres Orta, respectivement ministre de la Police et Chef d'Etat-Major. Le 8 Avril, ils donnaient l'ordre aux forces de la police nationale et urbaine de contrôler La Paz. Ils appelaient en même temps la droite du M.N.R. à les soutenir dans ce complot, soit disant organisé pour empêcher un coup d'Etat du ministre du Travail. Mais, dès que la lutte fut engagée entre la police des carabinieri et l'armée régulière restée fidèle au gouvernement de la Junte, les masses sortirent dans les rues et commencèrent à manifester des revendications pour le renversement du gouvernement militaire. Le soutien ouvrier au mouvement ainsi dirigé par la droite du M.N.R. allait changer brusquement les données du problème. D'une part, tout en se refusant à armer les ouvriers, les éléments dirigeants du M.N.R. et les responsables syndicaux n'eurent pas d'autre issue, par rapport au mouvement des masses, que d'abandonner un programme destiné à gagner leur confiance et où figuraient la nationalisation des mines et commencent à perdre leur propriété foncière. D'autre part, les généraux Seleme et Torres Orta prirent peur devant le nouveau caractère du mouvement, l'irruption des ouvriers dans la rue, et ne songèrent plus qu'à écarter le nouveau danger... Ils entreprirent pour cela de se réconcilier avec la Junte qu'ils avaient voulu renverser. Seleme se réfugia à l'ambassade du Chili, tandis que Torres Orta encerclait La Paz avec huit régiments. Abandonnés par les militaires, la direction du mouvement fut prise par d'autres soldats, qui appelèrent les masses ouvrières du textile, les mineurs furent armés. Ils s'emparèrent des quartiers de La Paz de solides barricades, et, animés d'une volonté révolutionnaire qu'épaulait et alimentait la propagande et l'action des militants du P.O.R., vinrent très vite à bout des régiments qui fondaient au feu de la Révolution. Appuyé sur les carabinieri, le M.N.R. s'efforçait de contrôler le mouvement. Au lendemain de la victoire, c'est lui qui forme le nouveau gouvernement dont la présidence est confiée à Victor Paz Estensoro, réfugié en Argentine depuis la chute du gouvernement Villaroel.

Le mouvement commencé sur le dos des masses par la camarilla des militaires et de la droite du M.N.R. avait acquis un caractère révolutionnaire par la participation des masses et leur lutte. Une fois de plus, c'est à un gouvernement petit-bourgeois, où siègent les éléments les plus réactionnaires du M.N.R., que le soulèvement des masses avait donné le pouvoir. Certes, les illusions étaient solides quant à la direction du M.N.R. et le caractère du nouveau gouvernement que les larges masses saluèrent comme leur libérateur. Mais, dès le lendemain de la Révolution, les ouvriers armés exigeaient l'entrée au gouvernement de trois dirigeants syndicalistes, Juan Lechin, Butron et Chavés. Ils montraient ainsi leur claire volonté d'imposer, par la réalisation de leur programme, des hommes en qui ils avaient confiance. Surtout, ils montraient quel prodigieux pas en avant le prolétariat bolivien venait de franchir, en imposant au gouvernement de La Paz ses hommes et en exerçant directement sa pression sur le gouvernement petit-bourgeois qu'il avait porté au pouvoir. Il y avait quelque chose de changé en Bolivie.

LA FONDATION DE LA C.O.B.

La pression des masses allait se matérialiser dans les jours suivants par la formation de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.) unique. Les organisations syndicales fusionnent en une organisation puissante regroupant toutes les tendances du prolétariat bolivien et unissant ses forces jusqu'alors dispersées. Certes l'unification se fait au sommet entre directions ; aussi la C.O.B. se situe-t-elle nettement à droite de l'état d'esprit des masses. Cependant leur poussée est si violente qu'un contrôle bureaucratique n'est possible ; la démocratie sociale est totale, la fraction du P.O.R. non seulement s'exprime librement, mais encore marque réellement son empreinte politique les revendications de la Centrale. Aux

LA FIN DE LA REVOLUTION BOLIVIENNE

youx de larges masses, la C.O.B. paraît agir suivant ses propres conceptions et jour d'une indépendance organisationnelle totale. Réflétant l'état d'esprit des masses, elle les appelle au même temps sur le mot d'ordre de la grande participation ouvrière au cabinet, ce qui équivaut, bien sûr, à une offre de « collaboration » et de renforcement du gouvernement sur sa gauche. En fait, la signification de la C.O.B. au lendemain du 9 Avril est éminemment contradictoire : elle matérialise en une organisation puissante la force du prolétariat, mais elle permet aux dirigeants syndicaux de la canaliser et de le contrôler à une étape ultérieure. Elle est en puissance la possibilité pour la bureaucratie du M.N.R. d'endiguer le mouvement, mais, pour l'instant, elle enrégimente surtout la pression des masses, elle est l'organe de transmission de cette pression sur le gouvernement. Son intervention dans le domaine politique marque la volonté du prolétariat de continuer la Révolution, mais cette intervention ne se fait pas sur un programme de classe, la C.O.B. n'est que l'extrême gauche du bloc démocratique. Elle ne pose pas le problème de l'Etat et sa force démontrée dans de puissantes manifestations de masse donne naissance à de dangereuses

Guerra Mondiale. La presse pro-impérialiste en profite la révolution les pires calomnies. Amat, en France, le explique que les trotskystes se sont mis au service de De son côté, le gouvernement américain fait savoir par l'instant de reconnaître le nouveau gouvernement avant d'avoir obtenu un certain nombre de garanties. lisme ne craint pas le gouvernement parce qu'il est M.N.R. Ce qu'il redoute, c'est ce qu'il voit se profiler. d'Avril, la mobilisation des ouvriers et paysans boliviens réveille pour ses positions en Bolivie, et menace, chaque jour, de sa victoire de la révolution ouvrière et paysanne. Ce qui veut jeter à bas sa domination dans toute l'Amérique, l'instant, il s'agit d'obtenir par échange et pression ; qu'il s'oppose à la nationalisation sous la forme existante ouvrières. Pour cela, l'arme utilisée dans les refus du gouvernement américain de reconnaître le régime. Derrière la non-reconnaissance, se profilent des me

Le 9 avril 1952 les travailleurs boliviens installaient au pouvoir par l'insurrection armée un gouvernement leur avait promis l'expropriation du capital étranger et la réforme agraire. La révolution bolivienne commençait. Dans les jours suivants, elle se trouva menacée dans son existence et dans la personne de ses meilleurs défenseurs, les trotskystes Parti Ouvrier Révolutionnaire, par ce même gouvernement qui traitait les aspirations des masses au profit des maîtres de Wall-Street. Désireux de populariser la vaillante lutte des travailleurs boliviens, nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une brochure actuellement sous presse de notre camarade Pierre SCAL. Ces extraits traitent de la révolution du 9 avril et de certains événements consécutifs. Nous publions ultérieurement le chapitre consacré au soulèvement paysan. Dès maintenant, passez vos commandes de cette brochure à la Société de Presse-Édition-Librairie.

illusions syndicalistes sur ses possibilités de jouer le rôle d'un parti. Mais elle mobilise toutes les forces ouvrières pour la réalisation de l'objectif n° 1 : la nationalisation des Grandes Compagnies de Mines d'Etain, sans indemnité et sous contrôle ouvrier. Cependant, pour le succès de cette revendication, il manquait une condition essentielle. Dans les jours qui ont suivi la Révolution, le niveau de combativité des mineurs est resté en arrière de celui du prolétariat urbain. Certes, la vieille division entre ces secteurs est balayée, et sous cet angle l'unification du mouvement ouvrier est un facteur très favorable. Mais les mineurs ne se sont pas mobilisés dans leur ensemble pour la nationalisation sous la forme indiquée par le P.O.R. et la C.O.B. à sa suite. Ils n'ont pas pris à la gorge le gouvernement M.N.R. en occupant les Mines. C'est ce retard dans la mobilisation du secteur défilé du prolétariat boliviens, les mineurs, qui explique la marge de manœuvre laissée dans ces jours décisifs au gouvernement sur la question cruciale de la nationalisation des mines.

L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION D'AVRIL

Dès la nouvelle de la chute du gouvernement de la Junte, les milieux d'affaires et les cercles dirigeants américains manifestent assez vivement leur mécontentement. Un peu partout, en Amérique et en Europe, on rappelle les liens entre Villaroel et l'ambassade d'Allemagne pendant la 2^e

bourgeois du gouvernement Paz Estensoro comprennent le refus d'achever l'étain, la mer. Devant l'aggravation d'une situation qui les laisserait les travailleurs, les dirigeants du M.N.R. vont recomposer une politique de bascule qui caractériser leur position.

LES OSCILLATIONS DU GOUVERNEMENT PAZ

Le gouvernement Paz Estensoro est un gouvernement partielle, reposant en équilibre sur la poussée des masses boliviennes d'une part, l'impérialisme américain d'autre part. Le gouvernement Paz Estensoro est le produit de la débilite de la petite-bourgeoisie nationale, le sous-produit de la victoire de la révolution ouvrière et paysanne. Le gouvernement Paz Estensoro est le produit de la débilite de la petite-bourgeoisie nationale, le sous-produit de la victoire de la révolution ouvrière et paysanne. Le gouvernement Paz Estensoro est le produit de la débilite de la petite-bourgeoisie nationale, le sous-produit de la victoire de la révolution ouvrière et paysanne.

La Yougoslavie dans l'impasse

Le 28 mars, à la veille de l'ouverture du IV^e Plenum du Comité Central de la Ligue des Communistes de Yougoslavie...

Les 29 et 30 mars, le Comité Central, réuni en séance plénière, entendait un rapport sur les questions d'organisation présentées par Ruzic...

Critiques spectaculaires de celui des protestations d'unité à la II^e Internationale prodiguées tant par les dirigeants du régime que par leurs opposants clandestins...

Le tract du « Parti Socialiste Yougoslave », quelle que soit son origine exacte, vient prouver une fois de plus l'existence aux portes de la Yougoslavie et dans le pays même...

et à venir. Il appartient aux communistes yougoslaves conscients des dangers courus par leur Révolution...

Rend MARTINON.

« La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des Soviets »

N.B. - Dans le programme de transition de la Quatrième Internationale adopté par son premier Congrès mondial en Septembre 1938 figure le mot d'ordre : « La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des Soviets »...

Propos du mot d'ordre qui figure en titre de cet article, fut reçu un certain nombre de remarques critiques qui ont un intérêt général et méritent une réponse dans un article et non dans une lettre privée.

Citons d'abord les objections. Le mot d'ordre : « La bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets », ne tient pas compte, suivant mon correspondant, de conflits sociaux divers qui se développent au sein de la bureaucratie et de l'aristocratie...

Ce mot d'ordre fournit une base incorrecte (« mal définie ») pour l'établissement de dizaines de millions d'hommes y compris les travailleurs qualifiés.

De 1940 à 1952, comme l'a reconnu Khrouchchev dans son fameux rapport du 3 septembre 1953, la production industrielle a augmenté de 23 fois, la production agricole globale a augmenté de 10 % c'est-à-dire que, par tête d'habitant, elle a sensiblement diminué. Ces chiffres suffisent à révéler l'une des sources essentielles de la crise économique et sociale que traverse actuellement l'U.R.S.S. ; et à mettre en doute la vantardise du ministre du commerce de l'U.R.S.S. Mikoloïan (dans son discours du 17 octobre 1953) qui prétendait que les travailleurs du commerce) :

« Le bien être matériel des travailleurs soviétiques s'élève à une cadence sans précédent... La crise agricole... »

« Le bien être matériel des travailleurs soviétiques s'élève à une cadence sans précédent... La crise agricole... »

LE COMMERCE SOVIETIQUE ENTRAIVE

La pénurie des marchandises a vu ses effets aggravés par les défauts du système de distribution. Au premier trimestre 1953, déclare Mikoloïan, un net retard est intervenu dans l'exécution du plan fixé pour la circulation commerciale, qui n'a été réalisée qu'à 94,5 %.

« Les besoins de la population en tissus sont respectés, les confectionnés ne sont pas satisfaisants. On manque de tissus mixtes, barbotés, lainés, de tissus pour doublure et chemises. Les vêtements sont défectueux. Les marchandises ne sont pas expédiées en temps voulu ; le choix des couleurs, des impressions, des tailles, des modèles, n'est pas respecté... »

« Développer le réseau commercial pour satisfaire les besoins de la population, tel n'est évidemment pas le souci principal des bureaucrates qui le dirigent. Mikoloïan dénonce et le fait inadmissible que certains magasins en service se ferment pour différents motifs. Au cours des premiers semestres de cette année, 1.540 magasins ont été fermés pour motifs divers... »

« Dans la RSS d'Ukraine, reconnaît encore Mikoloïan, le réseau commercial représente 88,3 % du niveau d'avant-guerre, dans la RSS de Biélorussie, 80,4 %... »

DES CRITERES ERRONES

Naturellement, il y a dans les rangs de la bureaucratie de sincères éléments révolutionnaires, du type Koss. Mais ils ne sont pas nombreux, et ils ne déterminent pas la physionomie politique de la bureaucratie, qui est une caste thermidorienne centralisée, couronnée par le clique bonapartiste de Staline. Il est certain que plus le mécontentement des travailleurs s'accroît, plus profondément pénétrera la différenciation dans la bureaucratie.

De tels soviets seront engagés dans une lutte acharnée avec l'appareil militaire-police de la bureaucratie. Comme pour tout régime, nous admettrons dans les soviets des représentants de ce même camp contre lequel le soulèvement sera en train de se développer.

DES CRITERES ERRONES

Mon correspondant estime que nos critères de la bureaucratie et de l'aristocratie sont incorrects, et mal définis, puisqu'ils conduisent à rejeter a priori des dizaines de millions d'individus. L'erreur fondamentale de la lettre, il ne s'agit pas d'une détermination constitutionnelle appliquée à partir de définitions juridiques floues, mais de l'auto-détermination réelle des camps en lutte. Les soviets ne peuvent apparaître qu'au cours d'une lutte décisive.

Le mot d'ordre de chasser la bureaucratie ne peut en aucun cas être opposé au mot d'ordre de la légalisation des partis soviétiques, qui sont en réalité complémentaires. A l'heure actuelle, les soviets ne sont qu'un appendice décoratif de la bureaucratie. C'est seulement en chassant la bureaucratie, ce qui est indispensable, que l'on peut régénérer la lutte des diverses tendances et partis au sein des soviets.

De plus, il n'est pas vrai que ce mot d'ordre représente quelque chose de nouveau pour la IV^e Internationale. La formulation en est peut-être nouvelle, mais non le contenu. Pendant longtemps, nous avons soutenu le point de vue d'une réforme de l'Etat soviétique. Nous espérons que nos organisations révolutionnaires ont des tâches les plus actuelles sont l'unité et le renforcement de la C.O.B., possibles seulement par la plus large démocratie syndicale, le droit d'expression des différentes tendances du mouvement ouvrier.

par Léon Trotsky



Il s'agit de l'expression d'une attitude formelle, juridique, purement constitutionnelle, alors qu'il faut aborder la question du point de vue de la révolution politique. Il ne s'agit pas de tout de savoir qui les nouveaux soviets privent de pouvoirs lorsqu'ils seront définitivement établis ; nous pouvons tranquillement laisser à l'avenir le soin d'élaborer la nouvelle constitution soviétique.

LES SOLUTIONS, LES MOTS D'ORDRE, L'ACTION DU P.O.R.

Le P.O.R., forgé dans des années de lutte sévère et courageuse au côté des couches les plus exploitées du prolétariat bolvien, avait été, nous l'avons vu, au premier rang des combattants de la Révolution du 9 Avril. Mais il n'était pas parvenu à prendre la direction des masses, qui, dans leur grande majorité, avaient suivi la direction petite-bourgeoise du M.N.R.

Grâce à la formation théorique qui lui a permis d'assimiler l'expérience des mouvements ouvriers depuis un siècle, le P.O.R. a su se retrouver dans les événements qui ont suivi la Révolution d'Avril. Un an après, son organe, Lucha Obrera écrit : « L'insurrection victorieuse du 9 Avril qui a chassé du pouvoir la féodo-bourgeoisie et détruit l'armée, a commencé le processus révolutionnaire qui est loin de s'être terminé. »

Le P.O.R. critique la nationalisation telle qu'elle a été effectuée par le gouvernement. Il souligne qu'elle risque d'être étranglée par la bureaucratie et qu'elle n'a rien apporté aux travailleurs. C'est pourquoi il lui oppose la nationalisation ouvrière, coup décisif contre la Rosca et les agents impérialistes. Cependant il défend la nationalisation, telle qu'elle est, comme un premier pas, une première étape dans la lutte anti-impérialiste, à condition qu'elle soit dépeçée et consolidée sous la direction du prolétariat. Il appelle les masses à se mobiliser contre l'impérialisme en réclamant la suppression des sociétés mixtes et l'administration ouvrière des mines... A l'affaiblissement de la C.O.B. sous la pression des fonctionnaires gouvernementaux, le P.O.R. oppose la certitude que la prochaine montée des masses permettra à la Centrale Ouvrière d'agir comme instrument de l'organisation révolutionnaire des tâches les plus actuelles sont l'unité et le renforcement de la C.O.B., possibles seulement par la plus large démocratie syndicale, le droit d'expression des différentes tendances du mouvement ouvrier.

Le 9 Avril, pour l'anniversaire de la Révolution, le P.O.R. conclut en ces termes son appel au peuple bolvien : — Contrôle ouvrier effectif des Mines nationalisées ! — Nationalisation des Chemins de Fer, des Banques et du Commerce Extérieur ! — Expulsion des missions yankees et de l'O.N.U. ! — Relations diplomatiques et commerciales avec tous les pays du monde, y compris le Bloc Soviétique, la Chine Rouge, etc... — NATIONALISATION DE LA TERRE ET SA REMISE AUX PAYSANS ! — Démocratie Syndicale ! — Echelle mobile des salaires ! — MORT A L'IMPERIALISME ! A BAS LA ROSCA ET LA PHALANGE ! — VIVE LA VICTOIRE FINALE DE LA REVOLUTION !

BOLIVIERIE

ro-impérialiste en profite pour répandre sur es. Ainsi, en France, le journal France-Trotsky est une tentative de service du fasciste Lechin. L'américain fait savoir qu'il n'envoie pas le nouveau gouvernement Paz Estensoro, en nombre de garanties... En fait, l'impérialisme parce qu'il est un gouvernement du ce qu'il veut se profiler derrière les journées ouvrières et paysannes boliviennes, seule menace sérieuse, et même majeure, que l'impérialisme classe ouvrière et paysanne en Bolivie risquent dans toute l'Amérique Latine. Pour échantillon et pression sur le gouvernement tion sous la forme exigée par les organisations utilisées dans les premiers jours sera le ain de reconnaître le gouvernement bolvien. e, se profilent des menaces que les petit-

més un gouvernement qui livienne commençait. Deux ifvènes, les trotskystes du des au profit des maîtres producteurs ci-dessous des ils traitent de la révolution consacré au soulèvement Edition-Librairie.

Paz Estensoro comprennent fort bien : le d'acheter l'étain, la menace de coup d'Etat. nation qui les insérerait sans défense devant du M.N.R. vont recommencer à pratiquer la terreur leur position.

GOVERNEMENT PAZ ESTENSORO

ensoro est un gouvernement de type « bonaparte sur la poussée antagoniste qu'exercent part, l'impérialisme d'autre part. Expression de la géolite nationale, le gouvernement du M.N.R. tente d'utiliser l'un contre l'autre. A l'impérialisme sur le mouvement ouvrier bolvien ; aux de grandes choses, mais souligne qu'il est pour traiter à de bonnes conditions sur le mine aux autres, il fait des promesses con-Estensoro déclare à la presse américaine que anticommuniste, et que la nationalisation est « une étape décisive ». Mais la même se-grand discours aux mineurs d'Oruro.

(Traduit de la revue Fourth International, 1er trimestre 1954.)

G. BLOCH, G. SULTZ.

Autres élections

aux Commissions paritaires P.T.T.

Les résultats des élections aux Commissions Centrales (souvent au titre de métropole à l'exclusion du Bureau Central Radio (à majorité FNSEA) et de l'Afrique du Nord (à majorité CGT), sont les suivants :

	Suffrages exprimés	Abstentions	FP-CGT	FS-FO	CFTC	FNSEA
1952	142378	13,5 %	83336	41850	27643	8887
1954	149352	12,4 %	94929	41133	27289	13078

Comme nous le remarquons dans le numéro précédent de « LA VERITE » les gains socialistes (plus de 6.000 voix) et autonomes (4.500 voix) prouvent que les positions se tournent davantage vers les organisations qui ont passé le cap du 21 août 1953, qui ont pris part à la grève des bureaux-gares, et qui préconisent l'unité d'action pour aller à bout du seul patron des fonctionnaires.

Ce fait est encore plus démontratif dans la région parisienne où (toutefois sur le plan des Commissions paritaires centrales) la CGT a obtenu près de 3.000 voix, la FNSEA près de 1.300, alors que FO en perd 1.300 et la CFTC 200. Ce sont donc surtout les 7.000 nouveaux votants parisiens qui ont permis ces résultats. Mais ce phénomène reste fort limité par rapport aux totaux généraux des quatre fédérations. C'est surtout sur le terrain des positions FO et CFTC demeure assez incertain. En référence au 21 août et au 22 décembre 1953 une arithmétique — bien que basée sur le total — pourrait nous faire additionner les voix obtenues par ces deux fédérations et les opposer à celles des deux autres ; la différence ne serait que de 2.000 voix, à l'encontre de ceux qui tentent de grossir la signification des gains et d'en déduire une visiblement l'unité ne peut être réalisée maintenant que dans telle

Grèves tournantes? Non!

(Suite de la première page.)

par la direction de la Confédération FO de l'Unité d'Action avec la CGT équivalant au refus d'engager la bataille nécessaire. Après cela, les dirigeants FO peuvent bien continuer à affirmer que leur mouvement de 25.166 frs pour 40 h. et la suppression des abattements de zones. Qui peut leur croire, alors qu'ils se refusent à réaliser la première condition d'une bataille victorieuse, l'Unité d'Action de toutes les forces ouvrières?

Les propositions d'Unité d'Action faites par la direction de la CGT ont été accueillies favorablement par l'ensemble des travailleurs. Ce qui ne veut pas dire que ces propositions suffisent à vaincre toutes les réticences des travailleurs qui, bien qu'influencés par FO et la CFTC, se rendent compte de l'impossibilité d'obtenir satisfaction sans l'Unité d'Action, mais qui ont pu être influencés par la direction de la CGT pour des fins qui n'auraient rien à voir avec le SMIG.

L'importance, pour pouvoir vaincre les réticences de ces travailleurs, de formes d'organisation de l'Unité d'Action leur garantissant qu'ils ne seront pas délaissés, est certainement à être soulignée. Des militants qui ont participé aux conférences ouvrières organisées par la CGT (nous donnons un compte rendu de leur intervention, page 8), l'ont suffisamment fait.

COUDE A COUDE

Mais il est aussi extrêmement important pour vaincre les classes ouvrières de préciser les moyens de lutte que chacun sentira efficaces.

Ce n'est pas sans surprise que les travailleurs (y compris la plupart des militants de la CGT) ont lu l'article de Benoit Frachon dans L'Humanité, qui préconise d'engager des actions ici et là, sans attendre même la grève de 24 heures. C'est certainement, sur des revendications limitées et particulières, on peut faire reculer le patronat en engageant une action dans une entreprise ou un secteur particulier. Dans ces cas, ces actions peuvent contribuer à renforcer la combativité des travailleurs de cette entreprise ou de ce secteur.

Lorsqu'il s'agit de la revendication générale de 25.166 frs, après la journée du 29 janvier, il faut passer à une forme plus puissante d'action. L'avantage de la grève générale nationale de 24 heures est précisément d'être cette nouvelle étape. La puissance attractive de ce mot d'ordre serait bien plus grande si la grève de 24 heures était présentée plus clairement comme la répétition générale, l'ultime vérification de l'état de nos forces et de notre unité avant la grève générale nationale jusqu'à complète satisfaction.

Présentée ainsi, la grève de 24 heures susciterait beaucoup plus d'enthousiasme parmi les travailleurs. Combinée avec la proposition d'une direction paritaire de la grève, faite dans le but de ruiner l'argumentation des dirigeants FO et CFTC qui s'appuient sur la peur de leurs militants d'être influencés par les dirigeants de la CGT. Cette perspective contribuerait puissamment à obliger les dirigeants FO et CFTC à répondre positivement aux propositions faites par les dirigeants CGT.

Au contraire, l'article de Benoit Frachon déconseille les grèves de 24 heures, déjà en partie décriée par les longs délais de son-disant préparation, et restreint encore la portée des propositions de l'Unité d'Action de la CGT. Car les travailleurs ne veulent pas revenir aux grèves partielles et tournantes, qu'ils savent inefficaces, épuisantes pour les classes ouvrières, contrairement et patrons. A donner les 25.166 frs pour 40 heures de travail par semaine avec la suppression des abattements de zones. Est-ce que la recherche Frachon ? Alors lui aussi, à sa manière, saboterait l'Unité d'Action et la lutte pour le SMIG.

Cette conférence ouverte dès l'aube de la Seine se déroula dans une ambiance et une atmosphère peu attendue et pas très passionnée. La raison en est simple. La seule difficulté de l'essentiel, de militants de la CGT, qui se sentaient plus ou moins dans une réunion ordinaire de militants, et à laquelle assistaient quelques CFTC et inorganisés.

Osmia tenait à deux raisons. La première était sa convocation par les seuls militants de la CGT, qu'ils avaient fait pour populariser une tardive invitation à FO et à la CFTC. Métaux de la Région parisienne, en vue de la préparation au commun, et le refus de ceux-ci. De ce fait, la préparation avait été exécutée, à part quelques rares exceptions.

L'intervention de Lanet fut essentiellement axée sur la nécessité d'un appel commun des syndicats pour la grève de 24 heures et, pour cela, de la constitution des comités d'unité d'action (CUA) démocratiques. Les interventions des délégués, montraient toute la volonté de lutte des travailleurs, mais les efforts d'en faire une démonstration concrète dans la mesure où il n'y a pas l'unité d'action. Et la plus caractéristique dans ce sens fut celle d'un militant de la CGT, qui avait promis de venir; ceux-ci ne s'étaient pas dérangés malgré tout, le camarade se demandait pourquoi. Ce que ces camarades expriment à son façon, c'est tout simplement que même l'unité à la base ne se fait pas si des propositions inéluctables et correctes au moment de la grève, des initiatives aux militants des autres organisations, ne sont pas faites, propagées dans les masses.

Des camarades unitaires sont intervenus pour exprimer clairement ces aspirations et volonté des travailleurs.

LA GREVE DES ENSEIGNANTS DE L'HERAULT

Cette grève a été suivie par une grande majorité du personnel enseignant du département. Le pourcentage des grévistes est de l'ordre de 85 à 90 %. Pourtant on ne peut pas dire que cette grève ait été suivie avec un enthousiasme débridé. Les enseignants ont fait grève pour montrer au gouvernement Lanet qu'ils n'acceptent pas le budget de l'Education Nationale. Mais ils sentent que c'est avec tous les fonctionnaires et avec l'ensemble de la classe ouvrière qu'ils pourront arracher les crédits nécessaires pour le fonctionnement normal des œuvres de vie. Et, sur ce point, beaucoup d'enseignants commencent à protester contre la politique des dirigeants du SNI et de la FEN, qui ne veulent pas s'engager sur le vrai chemin de l'Unité d'Action des Fonctionnaires en mettant à jour le mot d'ordre de revalorisation de la Fonction enseignante.

Il faut reconnaître que constater que même dans les classes où les maîtres n'étaient pas grévistes, beaucoup de parents n'ont pas envoyé leurs enfants. Ainsi, les parents ont donné une leçon aux maîtres défallants.

(Correspondant.)

Les Conférences départementales dans le Midi

NIMES (Gard) 207 délégués se sont réunis représentant 16 professions. Parmi les délégués on comptait 17 inorganisés seulement. Après discussion les délégués ont décidé de continuer à préparer la grève de 24 heures. 12 délégués ont été élus pour la Conférence Nationale.

BEZIERS (Hérault) La conférence groupait 250 délégués. Les délégués se sont engagés à continuer à préparer la grève de 24 heures. Les Unions Départementales CFTC et FO sont invitées à préparer avec la CGT cette grève. 15 délégués ont été élus pour la Conférence Nationale.

AVIGNON (Vaucluse) 100 délégués assistaient à la conférence départementale, la FEN avait envoyé deux de ses représentants.

(Correspondant)

La grève des enseignants

Au moment même où se discutait le budget de l'Enseignement, la Fédération de l'Education Nationale lançait l'ordre de grève pour le mercredi 31 mars. L'Union nationale des Etudiants de France organisait des manifestations à Paris et dans les villes universitaires.

Un mouvement a eu un total succès. Les instituteurs, les professeurs de l'Enseignement secondaire, ceux du technique et tous les personnels de l'Education nationale ont débrayé à plus de 90 %.

Pendant qu'à la Sorbonne une manifestation « monstre » groupait plus de 5.000 étudiants, les Enseignants de la Seine se réunissaient à l'Ecurie du Travail où la salle était trop petite pour contenir plus de 3.000 grévistes enthousiasmés.

Un tonduisement d'applaudissements saluait l'allocation du secrétaire général du syndicat de l'Enseignement secondaire, déclarant qu'il faudrait convaincre le gouvernement que ce n'était pas la grève qui prolongeait la rentrée de Pâques. La combativité des grévistes se manifesta lorsqu'un professeur du lycée Henri IV monta à la tribune pour proposer une motion votée par son établissement et demandant la continuation du mouvement à la rentrée de Pâques. Des voix s'élevèrent pour accepter la motion sous forme de « vote ».

Samedi 3 avril, le Parlement a repoussé le Budget de l'Education nationale par 202 voix contre 251. Les députés de l'URR et du MRP, dont certains avaient refusé le budget lors des trois précédents votes, se rangèrent du côté du gouvernement. Le justifiant par le vote et leur connivence avec leur compère André Marie par des interventions de ce genre de celle de Mlle Diensch. Au MRP, on a dit : « Quand il fait nuit, il vaut mieux allumer une petite bougie que de se fier à l'obscurité ». André Mazon a aussi réitéré en extrême son.

(Correspondant.)

Intervention de S. Just à la Conférence départementale

« Les 25.166 francs, avec la suppression des abattements de zones, et la hiérarchie, pour 2 heures par semaine, représentent plus de 2.000 milliards à arracher aux capitalistes sur les 5.200 milliards de la production qu'ils réalisent, tout ce parti tout à l'heure le camarade Henaff. Pour pouvoir les obtenir il faudra prendre les capitalistes et leur gouvernement littéralement à bras armés, et ils ne les lâcheront que par peur de tout perdre. C'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas perdre les capitalistes et leur gouvernement à la gorge que les dirigeants FO et CFTC se refusent à la première condition d'une lutte efficace pour les 25.166 francs, l'unité d'action ».

Mais les raisons des dirigeants de ces syndicats ne sont pas celles de leurs adhérents. Eux veulent tout comme nous arracher les 25.166 francs. Et s'ils n'ont pas encore imposé à leurs dirigeants l'unité d'action, c'est parce qu'ils sont sensibles aux arguments des dirigeants qui leur disent que les propositions de la CGT visent à les utiliser, sont des manœuvres, qu'ils seront noyés par la CGT.

Nous autres, à la RATP, avons un exemple qui nous permet de savoir comment les réticences des militants des organisations syndicales autres que la CGT peuvent être vaincues. C'est la grève de 19 jours de 1951. Cette grève fut organisée ainsi : au sommaire, il y avait un cartel des organisations syndicales, contrôlé par le Comité central de grève formé des représentants des Comités de base, eux-mêmes composés de travailleurs des organisations syndicales et inorganisés en nombre sensiblement égal. Je me souviens de ce que disaient dans une de nos assemblées générales un vieux travailleur retraité qui disait : « Je n'ai jamais vu à la RATP une grève pareille ». C'était si vrai que nous avons pu nous permettre y compris de nous arrêter sur le boulevard Saint-Germain.

C'est ce que nous devons réaliser, mais à l'échelle nationale... D'ailleurs la méthode qui a permis au Comité central de grève formé des représentants des Comités de base, eux-mêmes composés de travailleurs des organisations syndicales et inorganisés en nombre sensiblement égal, de nous souviens de ce que disaient dans une de nos assemblées générales un vieux travailleur retraité qui disait : « Je n'ai jamais vu à la RATP une grève pareille ». C'était si vrai que nous avons pu nous permettre y compris de nous arrêter sur le boulevard Saint-Germain.

La conférence ouverte départementale doit également proposer à toutes les organisations syndicales l'organisation paritaire des Assises Nationales de toute la classe ouvrière. Ainsi, non seulement la grève de 24 heures, mais aussi la grève de 24 heures possible, elle sera le premier acte de combat général de la classe ouvrière, qui ne s'arrêtera pas en chemin.

NOUS POURSUIVONS LA PUBLICATION DU COMPTE RENDU DES CONFERENCES OUVRIERES DANS LE PROCHAIN NUMERO DE « LA VERITE »

DES LECTEURS ECRIVENT A LA VERITE

TE », ici incriminé, m'a fortement étonné et j'aimerais connaître vos idées précises sur ce sujet qui doit inquiéter tous les français conscients.

Veux-je croire cher camarade à mes salutations les plus fraternelles ?

E. (Paris 8e)

L'argumentation du camarade E. néglige une seule petite question et appoint nécessaire pour faire quoi ? Le camarade E. semble croire qu'il s'agit seulement de faire échec à la CED. C'est ce qui le trompe. Duclos fixe comme perspective la constitution d'un gouvernement de Front Ouvrier, sans lui poser d'autres conditions que celle de la victoire de la CED. Mais le rejet de la CED ne constitue pas encore ce programme, dont aucune formation politique (et à plus forte raison un gouvernement) ne peut se passer. Quel serait le programme d'un

Notre ami O'Bradly nous égratigne avec sa verve coutumière. Mais à tort, nous semble-t-il. Personne ne LA VERITE n'a songé à reprocher à Luc Pierre (ou à O'Bradly) sa solennité de propos, sans logique. Ne disons même pas qu'il n'a pas l'efficacité de l'action entreprise par lui. Sauver du froid ne serait-ce pas le but de la CED ?

Maintenez-vous que les sans-logis — en définitive — logés par les soins de l'abbé, quand même, auraient dû attendre votre rendez-vous au tabac de la place de la République, ou à l'un des locaux vides du XVII^e arrondissement, bannière rouge en tête, au lieu d'accepter un secours efficace et au défi du gouvernement, mais qui vient d'un capitaliste ? Ne croyez-vous pas que c'était plus pressé ?

Même si l'abbé était personnellement responsable d'une catastrophe, son tour de lui, je constate qu'il a bien servi, et n'il n'avait hérité qu'un meuble pendant une seule nuit, il aurait fait plus qu'il ne faut. Je trouve indigne de le passer en jugement, au nom de je ne sais quel sectarisme.

Frédéric O'BRADLY.

COURLE FRONT OUVRIER

Dérobades à l'unité Dérobades à l'action

LES conférences ouvrières départementales et la conférence ouvrière nationale, convoquées par la CGT se sont tenues.

Qu'ont-elles eu de positif, que est leur manque à gagner ? leurs points négatifs, dans ce qui préoccupe tous les ouvriers, tous les militants: la réalisation de l'unité de combat de la classe ouvrière pour, en premier lieu, la grève générale de 24 heures.

Comme les méthodes de préparations, ces conférences furent pour la plupart des conférences de la CGT, fournissant l'orientation, la direction de la discussion et les militants présents. Sans ces conditions, c'était un double recul:

1) par rapport aux propositions pour la grève de 24 heures que le Bureau confédéral CGT adressait à toutes les centrales;

2) par rapport aux demandes — de la Fédération des Cheminots CGT, des postiers CGT, des tramotins de toutes tendances, des enseignants de la FEN, toutes tendances unies — qui demandaient de semblables conférences par toutes les confédérations. Ceci sans compter les prises de position des sections syndicales d'usines, et même de la conférence ouvrière Renault.

Les dirigeants CGT, retourneurent, à la conférence de la Seine « mais nous avons demandé aux autres U.D. la préparer avec nous ». Oui, mais dans quelles conditions ? Trois ou quatre jours avant la conférence, sur des mots d'ordre, avec une date proposée par la CGT. Et de plus aucune proposition n'avait lieu au niveau des confédérations. La CGT et FO, trop hâtives, créèrent à la manœuvre de propagande et tentèrent de couvrir leur politique anti-unitaire vis-à-vis de leurs militants. Etait-ce là vraiment le but qui était visé ?

Après ces conférences, le mot d'ordre des Assises nationales pour l'unité d'action, qui y a la quelque chose de positif dans ces conférences ouvrières c'est bien qu'elles ont démontré la validité de ce mot d'ordre, sa nécessité impérieuse.

Mais encore ne suffit-il pas de définir un mot d'ordre. Il faut aussi promouvoir un certain nombre de conditions qui rendent sa réalisation possible.

Le problème de l'unité n'est pas un problème académique. C'est le moyen qu'emploie la classe ouvrière pour regrouper ses forces progressivement éparses et partir à l'assaut pour la conquête de ses droits ! La discussion des conditions de l'unité n'est donc pas une discussion abstraite, une simple discussion technique.

L'unité de revendication est réalisée entre les centrales, sur les 25.166 francs, et, en acceptant ce chiffre bien bas, les ouvriers ont fait en quelque sorte une concession. Aujourd'hui, préconiser les comités paritaires contrôlés par l'Assemblée générale des travailleurs ou les CUA, signifie que les organisations syndicales devront en faire, elles aussi. La CGT, en acceptant de ne pas avoir une représentation proportionnelle à sa force, pour proposer à tous et surtout aux militants FO et CTCF ce qui n'est pas de « planer la voile ». La CGT et FO, en acceptant de porter tous les différends entre les syndicats devant les travailleurs, qui, tous dans la lutte, syndiqués ou non, doivent tous pouvoir contrôler la direction de leur lutte.

La CGT déclare qu'il faut réaliser l'unité à la base et que la véritable unité se fera par les U.D., l'unité d'action au sommet étant trop fragile. C'est la base actuelle sur laquelle elle refuse les comités paritaires.

Nous savons que la grève de 24 heures ne pourra pas à elle seule faire céder le patron. Et il faut nous préparer à une grève générale illimitée. Cette grève doit avoir une direction centralisée. La CGT propose-t-elle quelque initiative dans ce sens. Propose-t-elle de fédérer les CUA (qui doivent aller pas aujourd'hui et ne peuvent se former qu'à travers de la lutte). Non ! Elle propose de demander à toutes les centrales de lancer un appel en commun. Est-ce comme cela que la CGT compte mener une action efficace, ou bien veut-elle lancer un mouvement seigneur, ce qui en réduirait considérablement les chances ?

La direction de la CGT, par son refus sectaire des comités paritaires contrôlés par la base, qui constituent la véritable expression de la démocratie syndicale (il n'y a qu'à voir les exemples du métro en 51, des gaziers, des électriciens, des tramotins, et, plus proche de nous, de la Météo) veut-elle empêcher un refus d'une unité efficace pour les 25.166 francs ?

La est un autre point positif de ces conférences. Dans la Seine, l'intervention des militants unitaires eut le mérite de poser le problème de l'unité d'action et de démontrer que, dans la période présente, elle passait par les comités paritaires contrôlés par les assemblées générales. Ils ont démontré que c'était la voie par où passer la possibilité de mobilisation de la classe.

Ils ont démontré que le point de vue de la politique unitaire passait aujourd'hui par la préparation démocratique et unitaire des assises nationales pour l'unité d'action.

Roger SONTET.

Toutes les organisations syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., Autonomes, doivent forger les conditions du succès de la grève générale par la constitution du

COMITÉ NATIONAL INTER-CORPORATIF

appuyé par les Comités paritaires à tous les échelons et les Comités démocratiques élus

LA véritable nature des Conférences ouvrières départementales et de la Conférence Nationale ouvrière est connue par un certain nombre de faits qu'il faut énumérer. Dans la Loire-Inférieure, un protocole d'accord est signé dès février 1953 entre les UD CGT, CTCF et FO. L'UD CGT n'en a pas moins organisé seule fin mars la Conférence départementale en invitant au dernier moment les autres UD à y participer. Il n'est pas étonnant que l'UD Force-Ouvrière se soit refusée.

Le 18 mars, le SERP n'est saisi d'aucune proposition par l'UDACT pour l'organisation de la Conférence ouvrière de la Seine. Ce n'est que le 23 que Henaff invite le SERP à participer à la Conférence organisée par la seule CGT qui se tiendra le 25 ! De même pour les autres Unions Départementales.

De tels faits démontrent que l'Union Départementale OGT ne voulait pas la tenue de Conférences ouvrières d'unité d'action organisées par toutes les centrales. Personne ne pourra reprocher à la CGT de vouloir réunir ses adhérents et d'appeler même les adhérents des autres centrales aux réunions tenues sous son égide. C'est son droit le plus absolu, mais quelle ne baptise pas de telles assemblées, « Conférences d'unité d'action ». Les travailleurs d'ailleurs ne

s'y sont pas trompés, ils sont restés indifférents à ces conférences.

Les unitaires de toutes tendances ont estimé de leur devoir de participer à ces conférences. Et nous estimons qu'ils ont eu parfaitement raison. Des centaines de militants ouvriers, en majeure partie adhérents à la CGT ont suivi ces conférences. Ils cherchent à y trouver une solution aux problèmes qui se posent dans leur action pour mobiliser la classe ouvrière.

Les unitaires ont largement ouvert la seule perspective, qui permettrait aux cadres ouvriers, de travailler pour le succès de la grève générale. Ils ont démontré que si août 53 n'avait pu vaincre, ce n'est pas parce que l'unité à la base n'était pas assez solide, 4 millions 1/2 de travailleurs de toutes tendances se sont lancés dans la bataille. C'est avant tout parce que face au pouvoir bourgeois en pleine décomposition toutes les grandes organisations ouvrières, CGT, C.G.T.-F.O., CTCF et les partis ouvriers, ont refusé d'appuyer les travailleurs dressés le pouvoir ouvrier issu du Comité National de grève. C'est pourquoi ils ont exigé dans ces conférences des revendications de la part du Comité National Inter-corporatif de grève, appuyé sur des comités paritaires à tous les échelons, et contrôlés par les comités d'unité élus.

Les interventions des unitaires de toutes tendances ont été suivies avec attention par les délégués, et la résolution adoptée par le Comité National Inter-corporatif de grève qui minimise ouvre la voie à la création des conditions de la victoire des luttes ouvrières.

Lettre ouverte à la Conférence Nationale ouvrière des 3 et 4 avril

Quatorze délégués à la conférence ouvrière de la Seine se sont adressés à la conférence nationale ouvrière pour lui soumettre les points de vue qu'ils avaient défendus dans la conférence de la Seine. Voici quelques extraits :

IMANCHE 28 mars 1954 s'est tenue la Conférence Ouvrière départementale des délégués des entreprises et professions de la région parisienne, convoquée sur l'initiative de la CGT.

Deux courants se sont dégagés à cette conférence: sur la manière d'obtenir l'unité d'action de toutes les centrales syndicales. Le courant majoritaire, représenté par la Confédération Inter-CGT de la R.P., se prononce uniquement pour promouvoir dans les entreprises des Comités d'unité élus à la base et pour inviter les confédérations à se réunir afin de préparer la grève de 24 heures proposée par la CGT.

L'autre courant demandait que l'on s'occupe en outre la constitution d'un Comité National Inter-confédéral paritaire chargé de conduire la grève projetée et, le cas échéant, toute action postérieure plus étendue dans le temps, si celle-ci s'avérait nécessaire. Il suggérait également que ce Comité soit composé des Comités paritaires inter-confédéraux, constitués à l'échelle des entreprises et des départements.

DES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA RÉSOLUTION DEPOSEE PAR LES CAMARADES PORTES AU NOM DE LA F.N.S.A.-P.T.T. ET BOUSSEL-LAMBERT, EMILYE NORGANISE, SONT AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES SALAIRES DE TOUTES TENDANCES ET INÉGALITÉS.

C'est parce que toutes les Centrales se sont refusées à constituer le Comité National de grève, que la nuit du 20 août a été possible.

L'exemple des bureaux-gares décapité à l'échelon confédéral dresserait une force ouvrière irrésistible. LA PRESSION CONJUGUÉE DES COMITÉS PARITAIRES ET DES COMITÉS D'UNITÉ DÉMOCRATIQUES PEUT SEULE AMENER LES DIRIGEANTS NATIONAUX QUI S'Y REFUSENT À RÉALISER L'UNITÉ D'ACTION.

Parce que nous avons la certitude que c'est dans cette voie que le Front Unique sera réalisé, ce sommet à la base, la grève générale victorieuse et que le gouvernement mettra les pouces, nous avons soumis au vote de la conférence de la Région Parisienne la résolution votée à l'unanimité. C'est additif à être repoussé. Etant donné l'importance de cette question, nous estimons qu'il est de notre devoir de soumettre cet additif à la Conférence Nationale ouvrière des 3 et 4 avril :

« LA CONFÉRENCE SUGGÈRE D'AUTRE PART

La constitution d'un Comité National inter-confédéral paritaire chargé de conduire la grève générale de 24 heures, ou de toute autre mesure plus étendue dans le temps si le gouvernement ne consent pas à appliquer les décisions de la Commission Supérieure des Conventions Collectives.

D'inviter les U.D. à réaliser l'unité d'action par la constitution de Comités paritaires à l'échelon départemental ou toutes autres formes d'organisation sur lesquelles les centrales pourraient réaliser l'unité d'action »

En page 7:

Suite du compte rendu des interventions aux conférences ouvrières.

Des articles des correspondants ouvriers de LA VERITE

Extrait du rapport du camarade Lambert (inorganisé)

CAMARADES : Cette Conférence ouvrière départementale, organisée sur l'initiative de la CGT devait ouvrir la voie à la réalisation effective de l'unité d'action du sommet à la base entre toutes les Confédérations.

Il me semble que deux problèmes doivent être au centre des discussions libres et démocratiques de cette Conférence préalable à la grève générale de 24 heures.

Ces deux problèmes qui ont été soulevés dans les discussions de la Conférence professionnelle de la SS, ont certainement été posés par toutes les autres conférences.

Les travailleurs consultés s'inquiètent de savoir si la grève de 24 heures précisée par la CGT est une grève générale Intercorporative et simultanée. En effet l'expérience démontre que des grèves partielles si elles peuvent arracher quelques améliorations de détail pour un nombre limité de travailleurs, ne peuvent faire céder le gouvernement.

En août 1953, 4 millions et demi de travailleurs n'ont pu arracher la décision, bien que la volonté de combat était extraordinaire. Pourquoi le gouvernement Lamel est-il resté debout, et a-t-il pu dire non aux revendications des salaires ? La réponse est claire : parce qu'il n'y a pas eu

le Front Unique entre toutes les centrales et à tous les échelons, parce que la grève générale n'a pas été dirigée par une direction unique.

Aux préoccupations légitimes des travailleurs, la Conférence doit répondre positivement en déclarant solennellement :

« Pour les revendications communes à toutes les centrales et qu'avec cynisme le gouvernement des capitalistes se refuse à appliquer travailleurs c'est à la grève générale que vos organisations vous appellent. La grève générale de 24 heures sera la première étape d'une action plus large si le gouvernement des patrons ne veut pas céder ».

Le deuxième problème qui est au centre des préoccupations de tous est bien évidemment l'unité d'action. Les travailleurs disent généralement : « Oui, nous sommes d'accord pour la grève générale mais il faut que tous les syndicats et toutes les centrales s'unissent ».

« Il faut que tout soit clair, limpide, sans ambiguïté, sans équivoque et c'est pourquoi en terminant je ferai la proposition suivante :

« La Conférence ouvrière départementale invite les 3 UD, CGT, FO, CTCF en liaison avec la FEN Autonome et la FNSA-PTT et avec des représentants des inorganisés à constituer des comités paritaires d'organisation de la grève générale de 24 heures à tous les échelons. Elle désigne une délégation pour se rendre auprès de toutes les centrales afin de demander aux Bureaux Confédéraux de réaliser le Comité National Unique pour la grève générale ».

La Conférence propose, cette délégation pour officiellement proposer aux Bureaux Confédéraux de FO, CGT, CTCF, FEN Autonome, etc., un sommet à tous les échelons des Assises Nationales pour l'Unité syndicales organisées paritaires à tous les échelons.

Dans cette voie le Front Unique sera réalisé du sommet à la base, la grève générale sera victorieuse, nos légitimes revendications seront satisfaites et le gouvernement capitaliste mettra les pouces.

PORTES,

L'INTER-CONFÉDÉRALITÉ PORTES,

Secrétaire de la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes des P.T.T.

LE 29 décembre 53, après de longues discussions, la Commission Supérieure des Conventions Collectives accoucha le budget-type du manœuvre léger qu'elle évaluait à 25.166 francs. Nul de nous ne peut contester la modicité de ce chiffre, fut-il applicable au plus léger des travailleurs.

Et cependant ? Si la classe ouvrière en arrachait l'application, ce serait pour elle une victoire, enfin véritablement importante, car cela contraindrait le patronat à réviser 2.600 milliards sur ses bénéfices, et, par les incidences inévitables sur la Fonction Publique mettrait les finances de M. Edgar Faure en situation fort délicate.

C'est dire combien ces 25.166 francs sont durs à arracher. Il est probable qu'une grève de 24 heures, fut-elle pleinement victorieuse, ne suffirait pas. Il faudra vraisemblablement prévoir une action plus longue. Ayant donc à apprécier la grève de 24 heures proposée, nous devons la faire en fonction des possibilités ultérieures qu'elle offrira. Si cette grève affirme l'unité du front ouvrier, elle sera un succès. Si elle affirmait au contraire la division, elle serait un échec.

Pour cela, il faut dresser le front syndical uni. A la journée diviserait le 29 janvier, il nous faut riposter par une action unitaire entraînant dans la lutte la totalité de la classe ouvrière.

La victoire que la classe ouvrière a à gagner a deux aspects qui se conditionnent l'un l'autre. La victoire sur le gouvernement doit être précédée

d'une autre, celle de l'unité que la classe ouvrière doit remporter sur elle-même.

La CGT, à plusieurs reprises, a demandé aux autres confédérations d'accepter une rencontre. Les dirigeants FO et CTCF refusent.

Il faut offrir à ceux-ci un pacte d'union précis, leur dire clairement : marchons ensemble, nous aurons tous vos droits, quelles seront vos garanties ; dressons à tous les échelons des comités inter-fédéraux paritaires réunissant autour de la même table un nombre égal de responsables de chacune des organisations syndicales. Chaque représentation aura des droits identiques, dans la direction du mouvement des responsabilités égales. Les influences politiques contraires s'y neutralisent les unes les autres. En outre, pour nous accorder le dénominateur commun, la contenu revendicatif du pacte. En haut, dressons le Comité National Interconfédéral paritaire, ayant la conduite du mouvement. Nous serons de la sorte préfigurés entre un autre 20 août.

Si nous faisons cette offre, évidemment, les dirigeants FO et CTCF ne vont pas tomber dans nos bras. Ils vont chercher motiver un nouveau refus. Mais alors nous serons terriblement forts dans les bureaux, dans les usines, sur les chantiers, pour démolir ces mauvaises raisons.

Et sous la nécessité unitaire de la base, FO et CTCF rassurés par les garanties précises offertes, les dirigeants nationaux devront se plier à l'unité d'action.

Voilà, mes camarades, le sens et la portée de la résolution que nous soumettons à cette conférence. Les comités paritaires que nous vous proposons ne sont pas simplement aux comités élus. Ils en sont le nécessaire complément. Par eux, nous éliminons la chance sur les comités irresponsables, comme nous éliminons d'un trait toutes les mauvaises rai-

sous avancées contre l'unité ouvrière.

Si la conférence affirme son unanimité sur cette résolution, comme elle le fera sur celle de l'Union Départementale OGT que nous votons, alors, et seulement alors, nous aurons fait de l'unité d'action une réalité immédiate et fructueuse, mais encore nous aurons posé la première pierre de la réinvention organique du mouvement syndical.

« POURQUOI HENAFF N'AVAIT-IL, LE 18 MARS, SAISI D'AUCUNE PROPOSITION POUR LA CONSTITUTION D'UN COMITÉ NATIONAL INTER-CORPORATIF DE GRÈVE ? »

demande CHERAMY (Enseignant)

Les enseignants sont engagés depuis le 9 novembre 1953 dans une lutte pour la reconnaissance de leurs particularités. Une troisième grève de 24 heures est prévue pour le 31 mars. Le combat a été possible car les enseignants ont unis sous la direction de la Fédération Autonome de l'Éducation Nationale.

Mais ils n'entendent pas rester en dehors de la lutte générale des travailleurs sur des revendications qui intéressent tous les salariés — enseignants compris.

Dès que fut connue la préparation d'une conférence ouvrière départementale, j'ai proposé au Conseil supérieur du SERP l'envoi d'une délégation. Mais l'UD n'avait pas cru devoir, à cette date (le 18 mars), avertir officiellement le SERP, et celui-ci, à moins des doutes sur la représentativité de la CGT.

J'ai tenu à venir cependant, à titre personnel, pour indiquer les condi-

tions qui me paraissent nécessaires pour réaliser une pleine unité d'action des organisations syndicales à la préparation de la grève de 24 h., et en particulier l'association des enseignants à ce mouvement. Plusieurs expériences, entre autres celle du 12 février 1953, nous ont amené à penser que la meilleure garantie à offrir aux organisations était une égalité d'association et de responsabilité dans la préparation et le déroulement de l'action. Ceci est possible sur le plan paritaire par la constitution d'un comité paritaire réunissant les UD et le SERP. Si l'UD-CGT faisait des propositions en ce sens au congrès du SERP du 10 avril, je suis sûr qu'il lui serait impossible de refuser.

Vive la grève des enseignants du 31 mars !

Vive la grève générale de tous les travailleurs !

Le gérant : Fontanel.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions 4, rue Bannier. — PARIS X